



# LE DEVOIR

## Reid veut des ententes locales

Le ministre de l'Éducation vise d'abord le réseau primaire et secondaire

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le ministre de l'Éducation pose un jalon de plus à la lutte patronale pour une organisation du travail plus souple: ouvrant la porte à des ententes locales, Pierre Reid souhaite que la négociation avec les en-

seignants permette d'activer une clause favorisant les ententes entre syndicats locaux et commissions scolaires, en dehors des balises nationales.

L'annexe XII, un dispositif ajouté en 2000 à la convention collective des enseignants pour permettre justement plus de souplesse dans l'organisa-

tion du travail, est «inopérante», s'est désolé hier en entrevue éditoriale au Devoir le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. «Pour donner plus de souplesse dans l'école, on veut mettre en application une clause qui avait été rendue plus ou moins applicable dans la dernière négociation», a-t-il expliqué, évoquant cette an-

nexe, qui n'a été utilisée que quelques rares fois.

Elle stipule que «lorsque les enseignants croient qu'on pourrait faire les choses différemment, on leur permet de le faire». Mais elle «est devenue inopérante

VOIR PAGE A 8: ENTENTES

## Santé: Ottawa maintient les provinces dans le vague

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Ottawa — À moins de deux semaines du début de la conférence des premiers ministres sur la santé, les provinces n'en savent pas beaucoup plus sur les intentions du gouvernement fédéral que ce que Paul Martin a dévoilé en campagne électorale.

Plusieurs aspects de la plate-forme libérale suscitent des questions dans les provinces, en particulier le fait qu'Ottawa veuille cibler certains investissements, ce qui équivaldrait à établir des priorités dans un domaine de compétence provinciale. Malgré cela, Ottawa a offert très peu de détails supplémentaires aux provinces depuis le dévoilement de son plan, le 25 mai dernier, et aucun document préparatoire ne leur a encore été fourni, a-t-on confié au Devoir dans deux capitales provinciales.

Dans l'entourage de deux premiers ministres et de deux ministres provinciaux, on ajoute qu'il n'y a pas eu encore de rencontre préparatoire officielle entre Ottawa et les provinces où des fonctionnaires, par exemple, auraient échangé des propositions ou déblayé le terrain en vue de la rencontre du 13 septembre prochain.

VOIR PAGE A 8: PROVINCES

IRAQ

## Sursis de 24 heures pour les otages français

De nombreuses voix s'élèvent dans le monde arabe contre le rapt des deux journalistes

Bagdad — Les deux journalistes français retenus en otages en Irak ont appelé hier soir leurs compatriotes à manifester contre l'interdiction du voile islamique dans les écoles publiques, en soulignant que leur vie était en danger.

En outre, al-Jazira a annoncé que les ravisseurs des deux Français avaient repoussé de 24 heures l'ultimatum fixé au gouvernement français pour annuler cette loi. «Nous exhortons le peuple français [...] à sortir pour manifester afin de réclamer l'annulation de la loi sur l'interdiction du voile parce que notre vie est en danger», a déclaré l'un des deux journalistes, selon une vidéo diffusée par la chaîne satellitaire al-Jazira du Qatar.

«J'appelle le président Chirac et le gouvernement français à montrer de bonnes intentions à l'égard du monde arabe et musulman, en abrogeant immédiatement la loi», a déclaré en anglais Christian Chesnot.

VOIR PAGE A 8: OTAGES

Lire aussi en page A 5

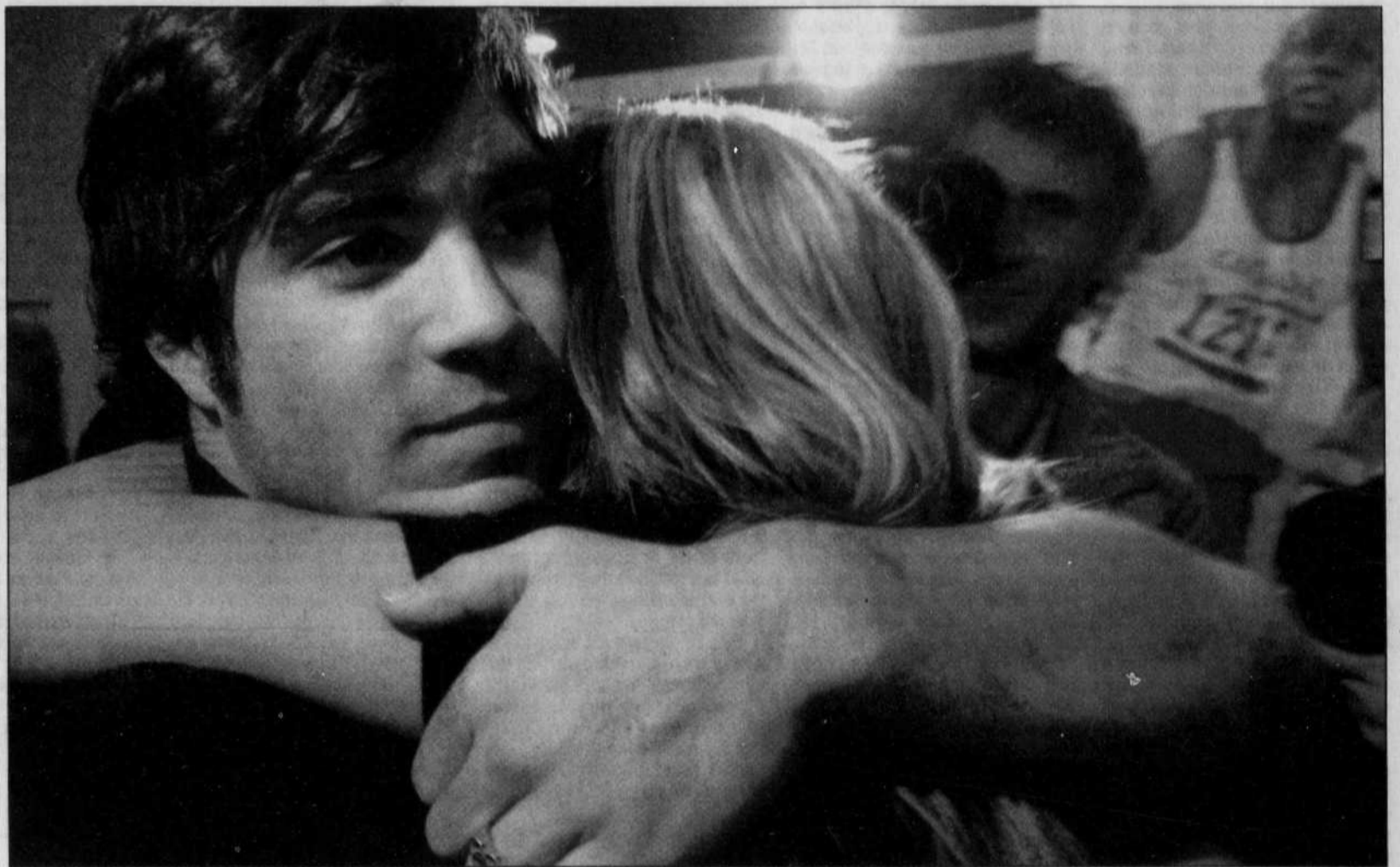
■ Des activistes wahhabites parmi les ravisseurs

■ L'imam «assagi» fait son entrée en politique

INDEX

Annonces	B 4	Idées	A 7
Avis publics	B 5	Météo	B 5
Culture	B 8	Monde	A 5
Décès	B 4	Mots croisés	B 4
Économie	B 1	Sports	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

## De retour d'Athènes



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'EST DANS les bras de son amoureuse, Julie, qu'Alexandre Despatie a plongé, hier, à son arrivée à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau. Une centaine de personnes étaient présentes pour accueillir la quarantaine d'athlètes qui revenaient au pays au lendemain de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques. Déçu d'avoir raté le podium à la tour de 10 m, mais satisfait de sa médaille d'argent au 3 m, Despatie a dressé un bilan positif de son expérience. Nos informations en page B 5.

HORS-JEU

## Du hockey, avant qu'il n'y en ait plus

Comment faire une transition en douceur des Jeux olympiques à la Coupe du monde de hockey sur glace? Un truc: puiser inspiration dans des pensées inspirées. Celle-ci, par exemple: l'important n'est pas de gagner. Ce qu'on vous a rebattu les marteaux, les étrières et les enclumes avec cette formule figée, ces deux dernières semaines, surtout au vu d'un Canada qui hein, comment dire, livrait peut-être la marchandise, mais à la mauvaise adresse! Et ce qu'on vous a certifié que c'était Pierre de Coubertin qui avait pondu l'éloquente formule à l'usage des vaincus!

Or l'histoire est beaucoup plus compliquée que cela. Pour la résumer sans un détour de dix-sept paragraphes, mettons que le baron avait pa-

raphrasé, un beau jour de 1908, M<sup>re</sup> Ethelbert Talbot, évêque de Pennsylvanie, qui lui-même avait cité saint Paul de travers. Saint Paul, soit dit en passant, était un virtuose des sports équestres, hautement médaillable, jusqu'à ce qu'il chute malencontreusement de sa monture dans le derby de Damas. Puni de deux dixièmes de points, il décida dès lors de se consacrer à autre chose, en l'occurrence écrire aux Thessaloniciens. Pour vous situer un peu, dans un courriel aux Corinthiens, saint Paul écrivit: «Ne savez-vous pas que ceux qui courent dans le stade courent tous, mais qu'un seul remporte le prix? Courez de manière à le remporter.»

Comme adhésion au club des mal cités, de ceci au baron qui dit que «l'important dans ces Olympiades est

moins de gagner que d'y prendre part», avouons que ça en jette. Coubertin avait du reste l'habitude de piquer des affaires aux autres. Plus haut plus loin plus fort, par exemple, c'est du père Didon, prier d'Arctueil. Mais ça nous laisse un peu trop loin de Mario Lemieux et de Jay Bouwmeester pour nous y attarder. Si en effet une épître (aux Rogatiens, mettons) était rédigée par un homme de hockey de notre temps, elle s'amorcerait, se poursuivrait et se conclurait par «C'est quelque chose que et puis euh.»

Mais ce qui ne peut honnêtement être un hasard, c'est que les matchs de cette Coupe du monde disputés en terre des États-Unis le seront au Minnesota. A St. Paul.

Toute est dans toute.

VOIR PAGE B 6: HOCKEY

## Un spectre hante notre siècle: le transhumanisme

C'est l'idéologie la plus dangereuse de notre temps, soutient le célèbre penseur américain Francis Fukuyama

ANTOINE ROBITAILLE

Le transhumanisme est l'idéologie qui pose «le plus grand risque au bien-être de l'humanité», soutient Francis Fukuyama, un des intellectuels américains les plus connus. Il répondait à une question posée par la revue américaine Foreign Policy, qui a recueilli les réponses de huit chercheurs américains et qui les publie dans son numéro de septembre-octobre.

La World Transhumanist Association ou Association mondiale du transhumanisme (AMT), a tenu son congrès à Toronto cet été (voir nos re-

portages du 7 et du 9 août). Dans son article du Foreign Policy, Fukuyama explique que cette idéologie est «un curieux mouvement de libération» qui cherche ni plus ni moins à «affranchir la race humaine de ses contraintes biologiques». Une idéologie technophile prônant «le dépassement de l'imparfaite espèce humaine par une cyber-humanité idéale», selon la définition proposée récemment par le Sénat français dans un de ses comités de prospective.

Autrement dit, affirment les transhumanistes, il y a eu quelque chose comme une humanité avant l'homo sapiens, faite d'australopitèques et d'hommes de Cro-Magnon. Il faut

maintenant imaginer ce qu'il y aura «après homo sapiens»; et même accélérer son avènement. Quoi exactement? Les transhumanistes répondent: des post-humains, des êtres plus forts, plus intelligents, plus résistants, à la longévité presque infinie. Contrairement à l'homo sapiens, ils ne seront pas le produit de l'évolution, mais le fruit de technologies qui convergent présentement: la robotique, la bioinformatique, les neurosciences, la génomique et les nanotechnologies. Pour l'instant, on ignore quelle forme ces «surhumains» prendront exactement.

VOIR PAGE A 8: SPECTRE



ERIC FERBERG APP

Les transhumanistes risquent «de défigurer l'humanité avec leurs bulldozers génétiques et leurs centres commerciaux de psychotropes», croit Francis Fukuyama.

# • LES ACTUALITÉS •

SANTÉ

## Deux sénateurs proposent de mettre les hôpitaux en situation de concurrence

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le système de santé au Canada va s'effondrer si les gouvernements n'obligent pas les hôpitaux à entrer en concurrence afin de laisser les «forces du marché» faire leur travail pour augmenter la «productivité» des établissements, soutient un nouveau rapport sénatorial rendu public hier. Dans le débat actuel sur les soins de santé, il n'y a pas que l'argent qui importe, mais aussi la manière de le distribuer, puisque la structure actuelle décourage l'efficacité, disent les deux sénateurs.

Les auteurs de l'étude *Why Competition is Essential in the Delivery of Publicly Funded Health Care Services* sont Michael Kirby, le sénateur libéral qui a présidé les grands travaux du Sénat sur la santé et qui a mené au rapport *La Santé des Canadiens*, paru en octobre 2002; et Wilbert Keon, sénateur conservateur, sommité en matière de santé et directeur de l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa jusqu'en avril dernier.

Dans cette analyse de 32 pages, les deux sénateurs écartent la privatisation, même partielle, du système de santé. «Sur le plan administratif, le système canadien à payer unique [l'État] permet un meilleur rendement que tout autre mécanisme à financement multiple», écrivent-ils au début de leur document.

M. Kirby et M. Keon ont une autre cible: la manière de financer les hôpitaux. «Les injections à répétition de vastes sommes d'argent dans le système de santé évitent aux gouvernements de faire face à la principale faiblesse structurelle du système, à savoir l'absence de mesures incitatives pour stimuler la productivité», peut-on lire dans le document paru sous la houlette de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).

Le rapport reprend plusieurs termes qu'on entend habituellement dans le milieu des affaires, comme «forces du marché» ou «productivité» et veut appliquer cette réalité au domaine public de la santé. «Il n'y a actuellement aucune force qui oblige les hôpitaux à être plus efficace», a expliqué Michael Kirby au *Devoir*. Améliorer la productivité est pourtant essentiel si on veut contrôler les coûts du système. Il faut mettre les hôpitaux en concurrence les uns avec les autres, les forcer à se battre pour les patients, tout en augmentant la qualité des services. C'est possible avec des incitatifs financiers.

Le financement des hôpitaux doit donc être revu, selon lui. Actuellement, les établissements reçoivent une enveloppe d'argent annuelle en fonction des «dépenses

historiques» de l'hôpital, soit un montant fixe. La clinique ou l'hôpital doivent se débrouiller pour dispenser les soins à l'intérieur de ce montant.

Cette façon de procéder n'encourage pas les établissements à innover, à se spécialiser et à soigner plus de patients, car c'est finalement plus coûteux et ils dépasseront leur budget, ce qui est interdit, affirme Michael Kirby et Wilbert Keon. Ces derniers proposent plutôt que les budgets annuels soient distribués selon deux nouveaux critères: le volume de patients soignés et la spécialité des soins accordés.

«Un hôpital efficace qui fait par exemple 1000 chirurgies de la cataracte par année devrait voir son budget augmenter, alors que l'établissement qui ne peut en faire que 450, soit parce qu'il n'est pas efficace ou parce que ce n'est pas sa spécialité, devrait voir le sien amputé», dit Michael Kirby. Les hôpitaux se spécialiseraient et se battraient pour soigner plus de clients. Ils deviendraient donc plus efficaces. Il ne reste qu'à mettre une mesure de qualité pour être certain que tout est fait correctement et on économiserait beaucoup d'argent.» Les sénateurs n'ont toutefois pas chiffré leur idée.

L'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) affirme que la province se dirige vers un modèle de calcul des budgets semblable, mais avec un objectif différent. S'il est vrai que le Québec distribuait encore son argent aux établissements en fonction des «dépenses historiques», soit un budget fixe, c'est en train de changer, explique Lisa Massicotte, porte-parole de l'AHQ. «Nous sommes en année de transition, le gouvernement revu actuellement cette façon de faire, dit-elle. On tente de fixer un coût pour chaque soin, puis de voir combien les hôpitaux en font, pour ensuite donner l'argent. Si une chirurgie de la cataracte coûte par exemple 1000 \$ et qu'un établissement en fait 1400 par année, on fera 1000 \$ fois 1400. Ce sera plus stable comme financement.»

Ce processus complexe et fastidieux est en marche depuis un an. Il s'inspire d'un modèle semblable en Ontario. «Même s'il y a une recherche de performance là-dedans et que le but est d'être plus efficace, ce n'est toutefois pas pour mettre les hôpitaux en concurrence», dit Lisa Massicotte. C'est plutôt parce qu'avec la méthode des dépenses historiques, plusieurs établissements dépassaient leur budget puisqu'il était mal adapté à la réalité. Ça nous a donné des dettes énormes dans les hôpitaux.» Mettre les hôpitaux en concurrence ne ferait pas vraiment plus, dit-elle.

Le Devoir

## Les internes en psychologie demandent un salaire

Ils ne réclament pas les 45 000 \$ accordés aux internes en médecine, mais une compensation de 25 000 \$

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

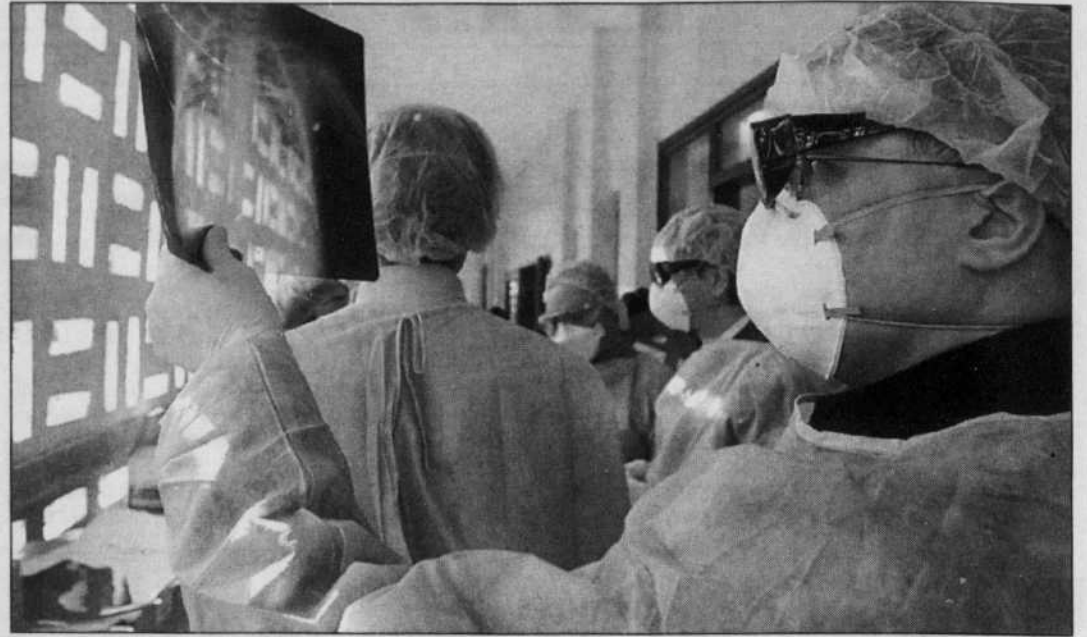
L'introduction en janvier dernier d'un internat clinique non rémunéré d'un an au doctorat en psychologie devra faire l'objet d'une réflexion, croit la Fédération inter-universitaire des doctorants en psychologie (FIDEP). Dans un document dont *Le Devoir* a obtenu copie, des membres de la fédération demandent à Québec de faire le nécessaire pour que ses internes soient rémunérés pour leur travail. «Une demande très légitime», a jugé hier l'Ordre des psychologues du Québec (OPQ).

Dans cet article à paraître en novembre dans la *Revue québécoise de psychologie*, la FIDEP dénonce avant tout une charge de travail en mal de reconnaissance. «Ce qu'on reproche aux conditions présentes, c'est qu'on ne soit pas rémunérés alors qu'on effectue un travail semblable à celui d'un résident en médecine qui, lui, est rémunéré 45 000 \$ par année pour un nombre d'années d'études équivalent avec un degré de responsabilité équivalent à assumer», explique l'une de ses signataires, Julie Vadeboncoeur, étudiante au troisième cycle en psychologie à l'Université de Montréal.

À la remorque des États-Unis et des autres provinces canadiennes — à l'exception du Nouveau-Brunswick qui lui aussi tarde à réagir — l'OPQ a choisi en 1999 de faire du doctorat de troisième cycle la condition pour accéder à sa profession. Un changement complexe que l'Ordre des professions devrait ratifier sous peu.

Le hic, c'est qu'en précédant son désir, c'est-à-dire en n'offrant plus que le doctorat à leurs élèves, les universités ont fragilisé l'équilibre financier déjà précaire de leurs étudiants qui ont vu leurs heures de pratique grimper à 2300 heures, des heures à exécuter en majorité à l'occasion d'un internat clinique.

Pendant cet internat, les doctorants du Québec exercent les huit compétences décrites par l'OPQ, et ce, de manière quasi autonome. Seule une supervision de 200 heures est prévue dans les hôpitaux et les cliniques privées, universitaires ou publiques qui ac-



ARCHIVES LE DEVOIR

Les internes en médecine obtiennent 45 000 \$ par année, ceux en psychologie ne reçoivent absolument rien.

cueilleront les 90 à 120 internes à former chaque année. Ce faisant, ces élèves contribueront de manière significative aux services offerts aux patients.

En dépit de cela, les internes québécois ne sont pas rémunérés en échange de leurs services. «Le problème actuel, c'est que tous les intervenants se renvoient la balle. Les universités disent que c'est au gouvernement de payer, alors que le gouvernement prétend que c'est aux universités de faire en sorte que ces stages soient rémunérés», explique Julie Vadeboncoeur.

Pour la présidente de l'OPQ, Rose-Marie Charest, la demande des internes est pourtant «tout à fait légitime». «L'Ordre va soutenir toutes les demandes de rémunération pour deux raisons: d'abord parce que cela va permettre aux internes de se concentrer sur leur formation et donc d'en augmenter la qualité, mais aussi pour être en mesure de garder nos meilleurs étudiants ici plutôt que de les voir aller faire leur internat dans des provinces plus généreuses ou aux États-Unis et y rester.»

Quant à l'argument faisant en sorte que, pour être rémunéré un psychologue doit forcément avoir

obtenu son permis, il ne tient pas la route estime Mme Charest. «Les institutions ne peuvent pas invoquer le fait que les internes n'ont pas de permis pour ne pas les rémunérer puisque la psychologie, contrairement à la médecine, n'est pas une profession à actes réservés, mais une profession à titre réservé, pour le moment du moins.»

### Disparité

Ailleurs au Canada, les internes en psychologie connaissent un bien meilleur sort. Dans les années 70, les internes manitobains ont même obtenu la parité avec les résidents en médecine. Les autres provinces canadiennes rémunèrent aussi leurs internes, dans des proportions moindres.

Au Québec cependant, la situation est d'autant plus difficile que les politiques du gouvernement Charest en matière de financement étudiant ont sensiblement changé la donne. «Avec le gouvernement Charest, le montant d'argent accordé pour une année reste le même, mais ces 12 000 \$ sont partagés différemment. Avant, je pouvais compter sur un prêt de 3255 \$ et une bourse d'un peu plus de 8000 \$. Maintenant, j'ai

8000 \$ de prêt et 4000 \$ de bourse», explique la doctorante au troisième cycle à l'UQTR, Myriam Soucy, qui fera son internat cette année.

Fort de l'appui de l'OPQ, la cause des internes pourrait bien prendre un tournant décisif cet automne avec la création prochaine d'un OSBL réunissant toutes les universités québécoises pour défendre leurs intérêts.

«Il y a déjà beaucoup de professeurs qui sont dans nos comités», note Mme Soucy. Il est difficile pour le moment de juger le travail de l'interne parce que c'est encore trop récent. Mais on pense que, à l'usage, des tuteurs, en voyant le travail abattu par leurs stagiaires, vont probablement appuyer notre cause.»

Leur voix pourrait d'autant mieux être entendue que les internes restent somme toute peu gourmands dans leurs revendications salariales. S'ils disent qu'ils ne dédaigneraient pas les 45 000 \$ des résidents, ils se contenteraient volontiers de 20 000 \$ à 25 000 \$ par année, ce qui leur apparaît comme étant le minimum pour qu'un étudiant puisse assurer son internat.

Le Devoir

## La situation se rétablit à l'hôpital de Lachine

De nouveaux médecins viendront se joindre à l'équipe actuelle

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

La crise organisationnelle à l'unité des soins intensifs du Centre hospitalier de Lachine n'aura finalement duré que trois semaines. Chose promise, chose due, la direction de l'hôpital a confirmé hier au *Devoir* que l'unité fermée depuis le 16 août faute de médecins rouvrirait officiellement le 7 septembre prochain, avec, en prime, l'arrivée probable de trois nouveaux médecins en renfort.

«L'idée était simple, il fallait trouver des médecins qui aient envie de venir travailler ici. Comme il y a plus de demandes que de médecins, il a fallu rendre le tout attrayant. Nos médecins ont participé aux démarches pour trouver des in-

ternistes, expliquant leur mode de fonctionnement, leur façon de travailler, et cela a porté ses fruits», a expliqué hier le responsable des communications de l'hôpital, François Marcl.

Le petit hôpital de 118 lits disposant de peu de spécialistes, tout le soutien offert à ses médecins et à ses chirurgiens est assuré par des internistes. Mais voilà, depuis le mois de mai, un seul interniste assurait la liaison 24h sur 24 alors qu'il en faudrait quatre pour assurer le service complet.

### Trois médecins

L'hôpital serait cependant en bonne voie de pourvoir ces postes, a confié hier M. Marcl. «On a trouvé trois médecins. Deux se sont engagés à venir travailler ici et un autre est en discussion pour le

faire. On a encore des détails administratifs à régler. On devrait être en mesure d'annoncer officiellement le tout ce jeudi.»

### Ambulances détournées

En plus de la fermeture temporaire de l'unité des soins intensifs, l'hôpital a aussi dû se résoudre il y a deux semaines à diminuer ses activités dans d'autres secteurs, notamment au bloc opératoire. La situation était d'autant plus difficile que le centre hospitalier est contraint depuis janvier de détourner toutes les ambulances transportant des patients qui ne sont pas en danger de mort.

Ce n'est pas la première fois que l'hôpital a à fermer un service. En janvier, la direction avait pris la décision de fermer son ur-

gence en raison encore d'un manque de médecins.

La présente fermeture de son unité des soins intensifs a récemment conduit l'Agence régionale de la santé de Montréal à s'interroger sur la vocation du centre hospitalier. Selon l'agence, une re-définition du mandat de l'hôpital n'est pas à exclure. Une idée reprise par le ministre de la Santé, Philippe Couillard.

L'idée n'est pas de fermer l'hôpital, mais de l'améliorer en l'adaptant à sa population vieillissante qui demande de plus en plus de services précis et pour laquelle une vocation de gériatrie active pourrait mieux convenir. La population locale a toutefois accueilli froidement la proposition.

Le Devoir

**ROLEX**  
Lady-Datejust Pearlmaster  
Or gris ou jaune 18 carats

**Bijouterie Gambard**  
Vente et service technique  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL  
(514) 866-3876

**Plein Air**

La référence en ESCALADE depuis bientôt 10 ans!

Venez grimper... seul, en famille ou avec votre groupe!

**NOUVEAUX PROGRAMMES:**

- Cours de bloc
- Mise en forme escalade
- Atelier «Raid Aventures»
- Club de grimpe (récréatif et compétitif)

Des activités pour tous les goûts, pour tous les âges

- pratique libre
- cours • essais • fêtes
- activités corporatives

2350 Dickson, Montréal (QC)  
(514) 899-5000 www.horizonroc.com

Début session jeunesse le 18 septembre

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez-nous au 514-985-3322

20 ans. 10 000 rêves. 100 % de chez nous.

« Encore deux piqûres et mon rêve se réalise! »

**Rêves d'enfants**

20 ans 10 000 rêves 1-800-267-9474  
www.revesdenfants.ca  
La Fondation Canadienne Rêves d'Enfants

## ACTUALITÉS



Michel David

## Le tordeur

**B**on nombre de gens au PQ tiennent encore François Legault pour un opportuniste, sinon un arriviste, qui prônait la plus grande modération quand Lucien Bouchard était chef, avant de se métamorphoser en «pur et dur».

On ne peut cependant pas l'accuser d'incohérence. Son empressement à tenir un référendum le plus rapidement possible après une éventuelle victoire péquiste est la conséquence logique du «programme de pays» dont il veut doter le PQ. Si gouverner convenablement une province est devenu impossible dans le Canada actuel, il faut en sortir au plus vite.

Le «chantier» du programme recommande qu'un référendum soit tenu dans la première moitié du prochain mandat. La répulsion qu'inspire aux militants péquistes tout ce qui pourrait ressembler à «bon gouvernement» ou aux «conditions gagnantes» est telle que le conseil national aurait certainement adopté une telle proposition, si un vote avait été tenu.

Le vent de radicalisme qui souffle présentement dans les instances du PQ a forcé Bernard Landry et même Pauline Marois à se rallier au concept de «programme de pays». Maintenant qu'il a mis le doigt dans le tordeur, M. Landry aura bien du mal à l'en retirer sans compromettre sérieusement ses chances lors du vote de confiance qui se tiendra au congrès de juin.

Or, il ne veut pas s'engager de façon définitive à tenir un référendum durant le prochain mandat, à plus forte raison dans la première moitié. À l'issue du conseil national de la fin de semaine, il a catégoriquement refusé de s'engager. Cela «doit être l'objet d'une réflexion profonde», a-t-il expliqué. C'est le moins qu'on puisse dire.

M. Landry pourra sans doute éluder la question pendant un certain temps, mais il devra y répondre tôt ou tard. Le dilemme est de taille, dans la mesure où cela revient presque à lui demander s'il préfère perdre son poste ou les prochaines élections.

Même Jacques Parizeau n'a jamais voulu se laisser enfermer officiellement dans un quelconque échéancier référendaire. Il s'est lui-même imposé un «horizon» de huit à dix mois, mais le programme prévoyait simplement la tenue d'un référendum dans les «meilleurs délais».

À moins de verser dans la paranoïa, on ne peut pas sérieusement douter du désir de M. Landry de tenir un référendum, mais on ne peut pas davantage exiger qu'il le fasse, si en son âme et conscience il n'est pas convaincu d'être en mesure de le gagner.

Bien sûr, une fois premier ministre, il pourrait toujours trouver une raison de le reporter, quitte à provoquer une véritable révolte au sein de son parti, ou encore démissionner plutôt que de faire subir au Québec un recul encore plus catastrophique que les deux premiers.

En réalité, les chances qu'il soit acculé à un tel choix sont assez faibles. S'engager à tenir un référendum à tout prix condamnerait presque à coup sûr le PQ à prolonger son séjour dans l'opposition. La population n'en veut pas.

Il semble acquis que le partenariat sera évacué du programme péquiste, ce qui risque déjà d'indisposer bon nombre de nationalistes modérés. Pour demeurer au diapason de ses militants, M. Landry devra également promettre de faire des gestes significatifs, comme engager des fonds publics dans la promotion de la souveraineté. On se demande vraiment sur quelle planète vivent ceux qui réclament maintenant des «gestes de rupture» illégaux dans le cadre constitutionnel actuel.

À l'automne 2003, Jean Charest avait beau jeu d'opposer sa priorité, la santé, à celle du PQ, la souveraineté. Le document produit par le «chantier» du programme risque d'apporter encore de l'eau à son moulin.

Dans un texte de plus de quarante pages, la problématique de la santé n'est abordée que par l'entremise plus générale de l'accessibilité aux services publics. Soit, il s'agit simplement de l'ébauche d'un programme qui sera à terme complété par une plate-forme électorale, mais Louise Harel a tout de suite vu le risque de «se déconnecter des préoccupations de nos concitoyens».

À force de penser au pays à venir, le PQ risque d'oublier la réalité de la province d'aujourd'hui, où vivent ceux qui éliront le prochain gouvernement. Cette espèce d'évasion dans un monde virtuel irrite Pauline Marois au plus haut point. Pour elle, le moment est plutôt mal choisi pour lancer un appel à revenir sur terre, mais elle avait du mal à contenir son exaspération sur le plancher du conseil national. «Demain, on va tout de même devoir gérer un peu, hein?»

Jean Charest a toutes les raisons de se réjouir de ce qui se passe présentement au PQ. Entre l'incompétence et le désordre, les Québécois préféreraient encore l'incompétence.

mdavid@ledevoir.com

# Un port en eaux profondes à Sept-Îles pour éviter de creuser le Saint-Laurent

## Des chercheurs soumettent une solution originale

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Plutôt que d'agrandir la Voie maritime et creuser, à terme, le Saint-Laurent pour accueillir les plus grands navires porte-conteneurs à la taille croissante, il faut créer à Sept-Îles un port en eaux profondes de calibre international où les conteneurs seraient transbordés dans de plus petits navires capables d'atteindre tous les ports du centre de l'Amérique via les Grands Lacs.

Cette proposition novatrice en faveur d'un trafic intermodal vient d'être formulée par quatre chercheurs de la région de Sept-Îles devant la Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES), à qui le Canada et le US Army Corps des États-Unis ont confié la consultation en cours au Québec sur la modernisation éventuelle de la Voie maritime. Les représentants canadiens et américains ont prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre la période pour le dépôt des mémoires, ce qui explique celui des quatre chercheurs de Sept-Îles, Luc Gagnon, Normand McDonald, Patrick Lauzière et Marc Otis, spécialisés en gestion de projet. Leur mémoire se base sur une étude de faisabilité réalisée conjointement en 2003 à l'occasion de leurs travaux de maîtrise.

Leur projet de port de transbordement en eau profonde à Sept-Îles, baptisé *Projet Ithaque*, table sur le fait que déjà présentement, 31 % de toutes les marchandises transportées sur les mers du globe sont transbordées dans de plus petits navires au lieu d'aller

directement au train ou aux camions de livraison. En Europe, on pousse notamment de plus en plus dans cette direction. La raison est simple, explique Luc Gagnon: les chemins d'eau sont les plus économiques de tous les moyens de transport et, sur le plan environnemental, les petits navires déclenchent moins d'érosion sur les fleuves et émettent moins de gaz à effet de serre que le transport par camion par tonne de marchandise.

Il en coûterait plus de 10 milliards — les études du US Army Corps parlent de 20 milliards dans certains scénarios — pour refaire la Voie maritime actuelle et l'adapter aux navires géants, ce qui exigerait à terme un nouveau creusement du Saint-Laurent. À noter que l'élargissement de la Voie actuelle n'entre pas dans les scénarios présentement à l'étude par le Canada et les États-Unis: on parle de moderniser le système sans modifier son gabarit. En comparaison, la construction d'un chemin de fer entre Chicoutimi et Sept-Îles, coûterait un peu plus de deux milliards. Mais, précise Luc Gagnon, un port de transbordement à Sept-Îles coûterait seulement 300 millions parce que les accès à la baie de Sept-Îles, un havre naturel, ont plus de 50 mètres de profondeur!

Selon le mémoire des quatre chercheurs, le transbordement serait déjà rentable avec les plus gros porte-conteneurs existants qui ne doivent pas naviguer au ralenti sur des fleuves étroits pour être rentables: un de ces navires géants «post-panamax», transportant 6000 conteneurs evp (équivalents de 20 pieds), qui

s'arrêterait à Sept-Îles pour transborder son chargement sur des «laquiers» (bateaux spécialisés dans le transport sur les Grands Lacs) de 600 evp, ne coûterait pas plus cher à un armateur que d'affréter quatre gros navires chargés de 1500 conteneurs. En raison des économies environnementales, notamment la réduction de l'érosion fluviale, et de l'absence de changements au gabarit de la Voie maritime, la formule à long terme est gagnante, explique Luc Gagnon, parce que les navires vont constamment grossir et éviter les ports de Montréal et Québec. La concurrence qu'un port de transbordement à Sept-Îles ferait à New York et Halifax pourrait même à long terme devenir une planche de salut pour Montréal et Québec en raison de l'intensification du trafic fluvial de moyen tonnage et le possible retour du cabotage sur le Saint-Laurent et ses grands affluents.

Présentement, indique le mémoire, les ingénieurs planchent sur des post-panamax de 10 000 à 12 000 evp, ce que le Saint-Laurent ne peut pas prendre sans un cataclysme environnemental qui achèverait de l'artificialiser par un creusement excessif. Il vaut mieux, affirment les quatre chercheurs, envisager des solutions comme le transbordement pour desservir de Sept-Îles, où le besoin de creuser est à peu près nul, les grands centres comme Chicago et jusqu'au Manitoba par le lac Supérieur, un scénario d'autant plus plausible et viable que les coûts de l'énergie vont croissant.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Coalition des étudiants des universités de Montréal ne veut pas parler d'une grève pour l'instant.

## Aide financière: les étudiants demandent aux députés libéraux de défendre leur cause

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

À peine rentrés en classe, les étudiants du Québec ont aussitôt entamé la mobilisation autour de la controversée réforme du programme des prêts et bourses. Première étape de l'automne: interpellier les députés libéraux, qui recevront bientôt une lettre des associations étudiantes de la province afin qu'ils fassent aussi pression sur le gouvernement pour qu'il recule sur cette question.

De façon à bien marquer que la lutte se fera de manière concertée, trois conférences de presse ont eu lieu simultanément hier à Montréal, Québec et Sherbrooke. Dans la métropole, c'est la Coalition des étudiants des universités de Montréal (CEUM) qui est montée au front.

Elle demande au gouvernement de redescendre les plafonds de prêts maximaux à leur niveau antérieur, de façon à ne pas augmenter l'endettement étudiant. Les étudiants estiment que la hausse du plafond des prêts, qui a été provoquée par des compressions au régime d'aide financière, accroît l'endettement au point de nuire à l'accessibilité aux études supérieures.

De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) effectue cette semaine une tournée

de mobilisation des troupes dans la province. Dans les derniers jours, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) a aussi accouché d'un plan d'action.

«Nous avons essayé d'interpeller le ministre de l'Éducation [MEQ] cet été, mais il ne semble pas reconnaître le problème», commente Pierre-Alain Benoit, porte-parole de la CEUM. On ne veut pas se contenter d'alerter le public, c'est pourquoi on a ciblé les élus pour qu'eux aussi interpellent leur chef. Et il ne s'agit que d'une première étape.

La suite de l'action étudiante n'est pas encore déterminée, mentionne-t-on à la FEUQ et à la CEUM. «D'autres actions sont prévues, mais ça va dépendre de la réponse», dit Farouk Karim, de la FEUQ. On va augmenter la pression selon les réactions. Pour le premier mois, le plan de match est de sensibiliser tout le monde. Ensuite, on verra.

«Ce serait hasardeux de présumer d'une grève des étudiants dès maintenant», précise Pierre-Alain Benoit, mais les associations étudiantes «n'excluent aucune option non plus».

À la FEUQ, par contre, le président Pier-André Bouchard se dit plus tiède à l'évocation d'une grève, affirmant que ce n'est «pas envisagé à court terme». Il

se demande notamment si une grève pénaliserait véritablement les acteurs qui sont visés ou toucherait davantage les étudiants.

Reid n'a pas le soutien

La CEUM soutient ne plus avoir confiance en le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. «M. Reid n'a pas le leadership pour influencer le conseil des ministres», relate M. Benoit. Le ministre «se voit comme un gestionnaire de l'enveloppe budgétaire qui lui est donnée» plutôt que comme un défenseur de l'accessibilité à l'éducation, déplore-t-il.

Des étudiants présents à la conférence de presse ont témoigné des obstacles qu'ils rencontrent à cause de cette augmentation des prêts aux étudiants. Selon la CEUM, l'endettement cumulatif pour un baccalauréat passera d'environ 12 000 \$ à 19 000 \$. Pour la maîtrise, cet endettement grimpera de 21 000 \$ à 33 000 \$.

La CEUM représente quelque 120 000 étudiants issus d'une douzaine de grandes associations étudiantes des quatre universités du territoire, membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ou non.

Le Devoir

# Changez d'airs.

Dès le 7 septembre

• LES ACTUALITÉS •

La gauche «réveuse» dit ne pas avoir besoin du PQ

TOMMY CHOUINARD

Québec — Le chef du Parti québécois, Bernard Landry, a piqué au vif l'Union des forces progressistes et le mouvement Option citoyenne en affirmant qu'ils ne font que «réver» la gauche au lieu de la «vivre».

«Le Parti québécois a déjà fait son lit dans l'autre camp [celui du néolibéralisme]. On ne veut pas de sa république de bananes. Si un Québec souverain veut dire qu'on le fasse avec des génuflexions devant General Motors, ça ne nous intéresse pas», a lancé Amir Khadir, porte-parole de l'UFP, en entrevue téléphonique, hier.

Dimanche, au conseil national du PQ, le mouvement de gauche Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre), qui rassemble notamment des anciens chefs syndicaux comme Marc Laviolette et Monique Richard, est devenu un club politique du parti.

Il n'en fallait pas plus pour provoquer l'ire de l'UFP et d'Option citoyenne. «Si on rêve, comme il dit, je demande à M. Landry si c'est si vilain de rêver. Ce sont les rêves qui sont le moteur de notre action. Est-ce que ça veut dire que ce qu'on va proposer est de l'ordre des rêves et des utopies? Non. On veut une gauche crédible, compétente et concrète», a dit M. Khadir.

«La gauche a besoin d'investir dans sa propre capacité, dans sa propre identité. Il y a une maturité dans les forces de gauche et les mouvements sociaux pour se donner un outil politique. À brève échéance, est-ce que ça va être dans trois ans ou dans sept ans, nous aspirons à prendre le pouvoir», a-t-il ajouté.

D'après Amir Khadir, le SPQ Libre se berce d'illusions en pensant opérer un virage à gauche au Parti québécois. «Il y a des illusions qui sont bien entretenues, a-t-il tranché. Ce n'est pas la première fois que des gens bien intentionnés veulent que le Parti québécois change d'orientation et qui essaient de modifier des choses. Je doute de la possibilité d'un succès de cette opération.»

Dimanche, Monique Richard, ancienne présidente de la CSQ et membre de SPQ-Libre, a affirmé que les tiers partis comme l'UFP «ne sont pas des partis d'avenir» et que «ce sont des partis de trop long terme».

«Peut-être que nos amis ont trop hâte. À trop être pressé, on prend la première bouée. Or s'il y a une chose que le Parti québécois a démontré, c'est qu'il est capable d'aller longtemps comme ça sans nous livrer la marchandise. Et pendant ce temps, le Québec recule», a affirmé Amir Khadir, précisant que le fossé entre riches et pauvres ne cessait de se s'élargir.

Le Devoir

«Briller parmi les meilleurs» coûte cher aux contribuables

NORMAN DELISLE

Québec — Le nouveau thème du gouvernement Charest est «Briller parmi les meilleurs», mais ce scintillement coûte cher aux contribuables.

Ainsi, l'animatrice Isabelle Maréchal, qui anime les forums régionaux organisés par la ministre Line Beauchamp, reçoit 4000 \$ pour chacun des 20 événements auxquels elle participe. C'est 2000 \$ pour l'animation de chaque forum comme tel, et 2000 \$ pour la préparation et le «debriefing» de chaque séance, indique le contrat qui lie le premier ministre Charest aux Productions de la Métairie, soit la compagnie de Mme Maréchal.

Sur le thème «Briller parmi les meilleurs», ces forums visent à écouter les points de vue des citoyens sur les défis de l'avenir, la situation des finances publiques et le fléchissement de la courbe démographique. Ils se sont tenus dans chacune des 19 régions du Québec depuis le printemps dernier, et seront clôturés par un forum national à la mi-octobre, afin de faire le point. Ces forums ont été boycottés par plusieurs syndicats et groupes sociaux, qui y voient une opération de propagande gouvernementale.

Mme Maréchal, une présentatrice de télévision bien connue, a été embauchée pour donner plus de crédibilité à ces forums politiques du gouvernement Charest.

Par ailleurs, une militante libérale bien connue, Isabelle Perras, touche pour sa part 80 \$ l'heure à titre de responsable des communications pour les forums.

En vertu de son contrat, Mme Perras pourra toucher un maximum de 72 000 \$ pour la durée de ses services entre le 28 avril et la fin des forums, en octobre, soit pour une période de six mois.

Un troisième contrat prévoit l'embauche d'un ancien policier de la Sûreté du Québec, André Gendron, pour superviser la sécurité lors de ces forums régionaux. M. Gendron touche 65 \$ l'heure pour ses services.

La Presse Canadienne a obtenu copie de ces trois contrats. Les émoluments payés à ces trois personnes ne comprennent pas les frais de transport et de séjour, qui sont remboursés en sus.

Pour «Briller parmi les meilleurs» à la satisfaction du gouvernement Charest, les contribuables devront de plus assumer des frais de télécommunications de 60 000 \$ payés par le secrétariat des forums régionaux.

Presse canadienne

Logement abordable: Ottawa verse l'argent promis il y a 18 mois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Près de 18 mois après que le ministre des Finances de l'époque, John Manley, eut annoncé que 320 millions de dollars seraient injectés pour pousser plus loin le programme de logement abordable au Canada, des premiers fonds ont été officiellement débloqués, hier. Et la première province à en bénéficier sera Québec, puisqu'elle a pratiquement terminé la première phase du projet (6000 logements abordables construits ou en voie de l'être sur les 6500 prévus).

Le gouvernement fédéral a donc annoncé hier matin, par la voix de son ministre du Travail et du Logement, Joe Fontana, une contribution de 75 millions de dollars pour la réalisation de 2000 nouveaux logements à loyer abordable à travers la province. Le montant accordé doit être doublé par Québec et les municipalités, ce qui porte à 150 millions la somme globale investie. La répartition du montant entre les différentes villes du Québec n'a pas encore été déterminée.

Selon le ministre Fontana, l'annonce «vise à maintenir et à créer plus de logements abordables tout en donnant aux provinces la marge de manœuvre nécessaire

pour répondre à leurs besoins en matière de logement».

Le ministre québécois des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, précise que ces nouveaux fonds fédéraux s'ajoutent à ceux annoncés lors du dernier budget Séguin pour accélérer la construction de logements abordables, par l'entremise des programmes Logement abordable Québec et Accès Logis Québec. La somme sera rapidement utilisée, promet le ministre Fournier.

Son attaché de presse souligne que la province a pressé Ottawa pour avoir accès tout de suite à la somme, sans attendre que toutes les provinces canadiennes soient prêtes à entamer la deuxième phase. «On veut diminuer le plus rapidement possible et de façon permanente la pression sur le 1<sup>er</sup> juillet», dit Stéphane Gosselin.

Bien, mais tard

Tant du côté du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) que du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), on s'est dit soulagé de voir enfin l'argent arriver. «Mais c'est décevant d'avoir eu à attendre 18 mois alors que la situation est urgente, dit

François Saillant, coordonnateur du FRAPRU. Et ce n'est pas assez, les besoins sont plus grands.» M. Saillant exprime aussi des réserves parce qu'on parle de «logement abordable», et non pas spécifiquement de logement social. «Dans abordable, on inclut aussi le logement privé. Ça fait en sorte que la construction de logements pouvant coûter jusqu'à 800 \$ par mois pour un quatre et demi sera comprise dans cette enveloppe. On aurait préféré que ce soit clairement des sommes investies dans le social [programme Accès Logis].»

À Montréal, par contre, ça pourrait bien ne faire aucune différence. Le cabinet du maire mentionnait en effet hier que l'argent serait bien injecté dans la construction de logement social. Les 150 millions forment une excellente nouvelle, commente Bernard Larin, porte-parole du Comité exécutif. Mais il précise que ça ne suffira pas à répondre aux besoins de la Ville. Celle-ci s'était donné comme mandat de créer 5000 logements sociaux entre 2002 et 2005, puis 500 autres pour 2005-2006. «Ça nous en prendrait 1000 de plus annuellement, souligne M. Larin. Ce sont nos attentes, et le ministre les connaît.»

Le Devoir

NUTRITION

Le petit déjeuner pour combattre l'échec scolaire

Le pédiatre Jean-François Chicoine rage de voir tant de parents négliger de bien nourrir leurs enfants avant de les envoyer à l'école

FABIEN DEGLISE

À l'heure de la rentrée scolaire, le pédiatre Jean-François Chicoine monte à nouveau au front pour tenter cette fois de terrasser un phénomène croissant qui l'affecte: le manque d'intérêt des parents pour le repas matinal, pourtant primordial, de leur progéniture.

«Laisser son enfant partir à l'école, en 2004, le ventre vide, ce n'est pas acceptable, explique-t-il. Dans ma pratique, je suis confronté de plus en plus à ce genre de comportement. Et je pense qu'il est temps de réagir.»

Et pour cause. Les médecins ne l'ont sans doute pas répété assez: le petit déjeuner est en effet le repas le plus important d'une journée qui devrait à lui seul procurer un quart des calories quotidiennement ingurgitées. C'est aussi, avec les céréales, les produits laitiers, les fruits et la tranche de pain avec beurre d'arachide qui devrait normalement le constituer, l'occasion de recharger les batteries après une nuit de sommeil afin d'attaquer sa journée. «Or, les problèmes d'attention de certains enfants sont parfois directement reliés au fait qu'ils n'ont pas bien mangé avant de se rendre à l'école», ajoute le médiatique médecin de l'hôpital Sainte-Justine.

La raison est, dans bien des cas, économique et sociale, d'où la présence dans plusieurs établissements scolaires de quartiers défavorisés de petits déjeuners communautaires. Mais il y a aussi le manque de temps des parents, explique le pédiatre, qui, pris entre les levers, la nécessaire toilette et le départ, finissent par négliger cette première étape.

À tort, estime M. Chicoine. «C'est qu'au-delà de l'apport calorique, le petit déjeuner est aussi un point d'ancrage familial important, lance-t-il. C'est un aspect sous-estimé, mais ce repas est un moment précieux pour discuter de la journée, des peurs de la nuit, des choses à faire tout en mettant les sens olfactifs en éveil. C'est aussi l'endroit idéal pour consacrer du temps à son enfant. Et ça, c'est indispensable pour sa sécurité affective.»

Petit déjeuner, remède contre les mauvaises notes, la dépression infantile et substitut au Ritalin? Sans doute, croit le docteur des enfants. À condition, bien sûr, que les parents profitent de la rentrée pour ancrer cette saine habitude dans le quotidien de leurs chères petites têtes blondes — ou brunes. «Les petits déjeuners à l'école, c'est bien, et ça a été une belle initiative, conclut-il. Mais l'effet pervers, c'est qu'à cause d'eux, de plus en plus de parents se sont désresponsabilisés en délaissant ce premier repas. Et ce n'est pas



JACQUES GRENIER, ARCHIVES LE DEVOIR

Les petits déjeuners offerts à l'école dans les milieux défavorisés ont contribué à désresponsabiliser les parents, croit le pédiatre Jean-François Chicoine.

juste dans les classes défavorisées que l'on voit ça. La classe moyenne aussi est désormais touchée... avec des conséquences futures difficiles à évaluer, mais qui

n'inspirent guère ce pédiatre partiellement en colère.

Le Devoir

Les étudiants boivent moins que ce que veut la croyance populaire

Une enquête montre que la majorité des étudiants boivent deux fois ou moins par mois

Toronto — Contrairement à la perception selon laquelle les étudiants lèvent le coude allègrement sur les campus universitaires, une étude publiée hier indique qu'ils restent modérés dans leur consommation d'alcool.

La recherche, qui a porté sur la consommation d'alcool des étudiants postsecondaires au Canada, conclut que 63 % d'entre eux boivent seulement deux fois — ou moins — par mois.

Mais les étudiants croient que leurs collègues boivent beaucoup plus — au moins une fois par semaine —, indique l'étude, publiée par la Student Life Education Company et effectuée grâce au soutien financier de l'Association des brasseurs du Canada.

«Quand les étudiants se trompent et exagèrent la quantité d'alcool consommée par leurs collègues, ou lorsqu'ils croient que leurs collègues ne sont pas des buveurs responsables [...] ils sont en situation d'augmenter leur propre consommation d'alcool à cause de cette fausse perception», a dit le docteur Wesley Perkins, chercheur principal de l'étude, lors d'une conférence de presse.

«Inversement, en exposant les faits relatifs à la consommation d'alcool réelle des étudiants, ceux qui boivent exagérément et ont un comportement dangereux avec l'alcool constateront qu'ils ne sont pas la norme et l'influence de leurs collègues devrait avoir un effet sur eux», a poursuivi le chercheur.

Mais qu'en est-il de la représentation que les médias donnent de la consommation d'alcool des étudiants? Les compétitions de «calage» de bière ou d'alcool et autres performances éthyliques estudiantines ne sont-elles que des créations du cinéma et de la télévision?

Les résultats indiquent que les étudiants boivent seulement deux fois par mois sont assez réservés, a estimé Alexandra Dodger, de la Fédération des étudiants de l'Ontario.

«Mais il n'est pas irréaliste d'affirmer que les étudiants ne sont pas saouls en permanence, a-t-elle dit. [Cette étude] démontre peut-être que les étudiants ne réalisent pas à quel point ils consomment d'alcool.»

La plupart des étudiants, 64 %, ont bu de une à

quatre consommations lors de fêtes ou dans des bars, note l'étude. Mais 67 % croient que leurs collègues boivent au moins cinq consommations lorsqu'ils sortent.

«On peut remarquer une tendance à l'effet que les étudiants ne boivent pas autant que les films peuvent nous le faire croire, notamment parce qu'ils sont mineurs», a dit Mme Dodger.

Des associations étudiantes de l'Université de Carleton et de l'Université d'Ottawa ont d'ailleurs récemment converti leurs bars en cafés, en justifiant ce changement par le fait que plusieurs étudiants ne peuvent avoir accès aux bars à cause de leur âge.

Les résultats dévoilés hier seront utilisés pour produire une campagne de marketing afin d'éduquer les étudiants et les inciter à faire des choix responsables relativement à la consommation d'alcool.

Plus de 5000 étudiants de 10 universités et collèges de sept provinces du Canada ont été interrogés l'automne dernier pour les fins de cette étude. L'Association des brasseurs du Canada a offert un million de dollars pour financer la recherche.

Une campagne contre le «calage» d'alcool

Par ailleurs, une campagne contre le «calage» d'alcool est lancée à l'occasion de la rentrée scolaire. Le «calage» est une activité qui consiste à boire la plus grande quantité d'alcool possible le plus rapidement possible. Cette campagne, sous l'égide d'Educ'alcool, aura comme thème «Le calage d'alcool: dangereux... à mort». Les cégeps et universités ont accepté de participer à cette campagne, alors que de nombreuses activités étudiantes d'initiation sont traditionnellement à l'ordre du jour.

Des affiches ainsi que des annonces télé et radio seront utilisées afin de sensibiliser les étudiants. Le nom d'Alexandre Rail-Vaillancourt sera mis à l'avant-plan dans cette campagne, lui qui a perdu la vie à la suite, justement, d'un concours de «calage» de bière en février 2001 à Québec.

Presse canadienne

GASPÉSIE

Le chantier des éoliennes bloqué à nouveau

Murdochville — Rien ne va plus entre le groupe d'entrepreneurs gaspésiens et la firme Vestas. Une demi-douzaine d'entre eux ont érigé un blocus au chantier du parc éolien du mont Miller, à Murdochville, hier matin, pour protester contre le non-respect d'une entente conclue quelques jours plus tôt avec le turbinier danois.

«Vestas n'a mis qu'une douzaine d'heures pour rompre une promesse faite jeudi, affirmait hier le porte-parole des entrepreneurs, Paul Gauthier. Les travaux n'ont jamais été interrompus sur le mont Miller malgré l'entente verbale conclue avec le fabricant danois. Il n'est donc plus question de nous rendre à Portland pour discuter.»

Le groupe d'entrepreneurs priorise plutôt le blocus des chantiers des monts Miller et Copper pour forcer Vestas à participer à une nouvelle rencontre, dans la région. «Nous voulons toujours négocier de bonne foi. Des courriels ont été échangés aujourd'hui (hier), mais la situation n'a pas évolué suffisamment.» Les entrepreneurs ne sont pas les seuls à véhiculer cette information.

«Vendredi, les représentants de Vestas nous ont dit que le chantier rouvrirait mardi et d'attendre leur appel, indique Gaëtan Bélanger de Transport Camille Dionne. Or, j'ai appris hier soir que les travaux reprenaient ce matin (hier).»

Dans un courriel dont le quotidien Le Soleil a obtenu copie, un représentant de Vestas, Michael Caron, attribue la poursuite des travaux à une mésestimation dans la traduction et en assume le blâme.

La municipalité de Murdochville et le Technocentre éolien déplorent la situation et espèrent un règlement rapide du litige.

Pour sa part, l'Action des patriotes gaspésiens appuie les entrepreneurs. «Nous sommes donc venus aider la communauté gaspésienne à se reprendre en main, qu'elle cesse de se faire arnaquer par des entreprises de l'extérieur», indique Constant Lepage.

Presse canadienne

## LE MONDE

IRAK

## Des activistes wahhabites parmi les ravisseurs

MOUNA NAÏM  
JEAN-PIERRE STROOBANTS

Les contacts avec l'Armée islamique en Irak, qui a revendiqué l'enlèvement des journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, semblent très difficiles. Mouzhar al-Douleïmi, président de la Ligue pour la défense des droits du peuple irakien, a toutefois affirmé au Monde, le 28 août, avoir réussi, par l'entremise de son association à Bagdad, à établir, le même jour, un contact avec ce groupe, qu'il a exhorté à «ne pas nuire aux deux journalistes et à les libérer, en raison de la position honorable du gouvernement et du peuple français envers l'Irak».

M. al-Douleïmi, qui affirme avoir agi de son propre chef, dit avoir obtenu de l'Armée islamique «un accord de principe» pour les élargir. M. al-Douleïmi est membre de la puissante tribu des al-Douleïmi, dont certains cheikhs ont joué un rôle efficace dans la remise en liberté d'otages étrangers en Irak. Il affirme ainsi avoir été la cheville ouvrière de la libération, en avril, de trois otages japonais qu'il avait remis au Comité des oulémas, dont le rôle dans leur remise en liberté est connu.

Dans la nébuleuse des groupes qui pratiquent la violence en Irak, l'Armée islamique apparaît comme l'un des deux plus cruels — le second, al-Tawhid wal Jihad, se réclamant du Jordanien Abou Moussab al-Zarkawi, qui agit sous le label al-Qaïda et que les Américains tiennent pour l'ennemi numéro un en Irak. L'Armée islamique, selon une source bien informée, est composée d'Irakiens sunnites d'obédience «wahhabite», un qualificatif devenu passe-partout pour désigner un courant musulman orthodoxe obtus, s'inspirant de Mohammed Abdel Wahhab, le père de l'islam saoudien. Elle ne comprendrait qu'une poignée de non-Irakiens et serait bien implantée dans les régions sunnites.

L'Armée islamique est l'un des deux groupes à avoir revendiqué le meurtre de quatre Américains, le 31 mars, à Fallouja, dans le triangle sunnite à l'ouest de Bagdad. Les corps de deux des quatre victimes avaient été mutilés. C'est la même Armée islamique qui a revendiqué l'enlèvement, il y a une dizaine de jours, puis l'assassinat du journaliste italien, Enzo Baldoni, ainsi que de deux ressortissants pakistanais, à la fin juillet.

Pour libérer Baldoni, l'Armée islamique exigeait le retrait des forces italiennes d'Irak, ce que Rome a refusé. Le Pakistan n'appartient pas à la coalition occupante de l'Irak, mais les deux Pakistanais exécutés étaient employés par l'armée américaine.

L'Armée islamique est également l'auteur d'autres rapt: celui d'un camionneur philippin, début juillet, qui a fini par être libéré après que Manille avait cédé aux injonctions des ravisseurs et retiré prématurément son petit contingent d'une cinquantaine de soldats, qui se consacraient en Irak à des tâches humanitaires. Le chauffeur irakien des deux victimes pakistanaises a, lui aussi, été épargné. L'Armée islamique, qui accuse Téhéran d'ingérence dans les affaires intérieures irakiennes, a également enlevé, le 4 août, un diplomate iranien, Fe-reydon Jahani, qu'elle retient toujours.

En demandant à la France d'abroger la loi sur le voile, l'Armée islamique déroge pour la première fois au leitmotiv répété à l'occasion de chacune de ses revendications, et qui consiste à réclamer le retrait des troupes étrangères d'Irak. L'autre nouveauté tient au fait que le groupe ne dit pas ce qu'il ferait si le gouvernement français n'accédait pas à sa «demande».

Dans ses communiqués sur Internet, ce mouvement affirme avoir attaqué les forces américaines, la police et les gardes nationaux qu'il surnomme «des boucliers humains de l'ennemi». Il compte plusieurs brigades aux appellations évocatrices de grands hommes ou de grands moments de l'histoire musulmane.

La menace des réseaux islamistes (liés de près ou de loin à al-Qaïda) contre la France n'a jamais cessé, estimaient les services européens du contre-terrorisme avant la revendication de l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. Pour eux, la France, en dépit de sa position à l'égard du conflit irakien, n'était à l'abri ni d'un attentat sur son territoire ni d'une action à l'étranger. L'attaque contre le pétrolier *Limburg*, en octobre 2002, ou celle contre des personnels de la construction navale au Pakistan en avaient déjà donné une indication.

L'appel lancé en février par Ayman al-Zawahiri, le médecin égyptien présenté comme le numéro deux d'al-Qaïda et l'inspirateur d'Oussama ben Laden, lors du débat français sur le port du voile, avait, lui aussi, été pris au sérieux par les spécialistes. Parce que le ton employé était conforme à la phraseologie d'al-Qaïda et dénotait l'importance que la direction du mouvement conférerait à cette affaire. Le message évoquait, entre autres choses, «la rancune des croisés occidentaux contre les musulmans» et avait été très vite interprété comme une menace réelle.

Dans la foulée de cet appel, plusieurs sites Web islamistes avaient tenté de mobiliser contre la France.

Le Monde

## Allaoui et la France

Paris — Les déclarations du premier ministre irakien Iyad Allaoui, qui, à la suite de l'enlèvement des deux journalistes français en Irak, a critiqué la position de la France sur le terrorisme «ne sont pas acceptables», a déclaré hier la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Cécile Pozzo di Borgo.

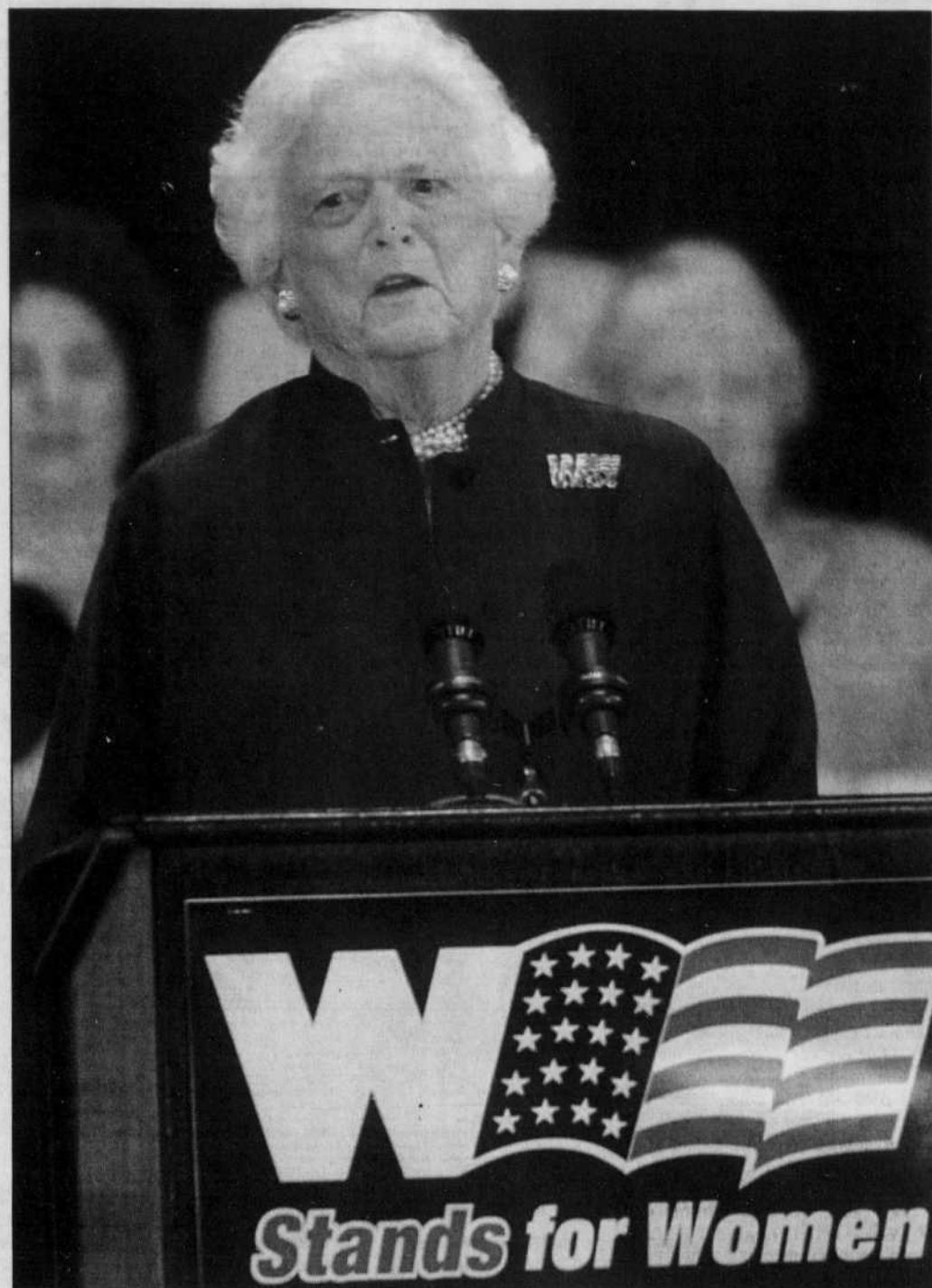
«Ces déclarations semblent en effet jeter un doute sur la détermination de la France dans la lutte contre le terrorisme [...] La France mène sans relâche une action résolue contre ce fléau et elle a toujours apporté son soutien et sa contribution à toutes les initiatives de la communauté internationale dans ce domaine», a-t-elle ajouté.

Paris rappelle ensuite que la France a «plaidé en permanence pour la recherche d'une solution politique» en Irak et estime que «la tenue d'élections libres et démocratiques doit permettre de réunir les conditions d'une véritable reconstruction politique et économique de l'Irak».

M. Allaoui avait déclaré hier matin à la presse internationale que l'enlèvement des journalistes français montrait qu'il «n'y a pas de neutralité possible» en Irak et que ceux qui ne «combattent pas» aux côtés du gouvernement n'échappent pas au terrorisme.

«Aucun pays civilisé ne peut se dérober. La lutte contre le terrorisme doit être globale, car le défi est vraiment global. Il n'y a pas de neutralité possible, comme le montre l'enlèvement des journalistes français [...] Personne ne sera épargné. Ceux qui ne combattent pas avec nous, se retrouveront bientôt avec des terroristes chez eux», avait-il ajouté.

Agence France-Presse



George W. se fait attendre à New York, mais maman Bush a parlé hier au Waldorf-Astoria.

## Le fantôme des Twin Towers plane sur les républicains

JOHN WHITESIDES

New York — Les républicains ont ouvert hier à New York leur convention, qui doit désigner George Bush candidat à sa réélection à la présidence, à sept kilomètres de l'endroit où s'élevaient jusqu'au 11 septembre 2001 les tours jumelles du World Trade Center.

Les premiers orateurs ont fait allusion à plusieurs reprises aux attentats du 11 septembre et ont rendu hommage à la riposte politique et militaire de George Bush.

Durant la séance d'ouverture, les délégués ont approuvé une première mouture du programme du parti, qui prévoit l'interdiction constitutionnelle de l'avortement et du mariage homosexuel et défend vigoureusement l'entrée en guerre des États-Unis en Irak. «Alors que d'autres pourraient hésiter et user de faux-fuyants, la Parti républicain soutiendra notre président car il a rendu les États-Unis et le monde plus forts», a déclaré Bill Frist, sénateur du Tennessee et président de la commission chargée d'élaborer le programme du parti.

La convention, pour laquelle 50 000 personnes sont attendues au Madison Square Garden de Manhattan, s'est ouverte dans l'optimisme, de nombreux sondages montrant que le président sortant rattrape son retard sur le candidat démocrate John Kerry ou le devance même dans des États cruciaux comme la Floride. «Nous mènerons d'ici avec l'élan qui nous mènera à la victoire en novembre», a assuré Ed Gillespie, le président de la commission nationale républicaine.

Dick Cheney, vice-président et colistier de Bush, est apparu au

Madison Square Garden sous les cris de l'assemblée qui scandait «Quatre ans de plus!»

La séance d'hier soir devait être marquée par un hommage aux victimes des attentats du 11 septembre et par les discours de deux figures modérées du Parti républicain, l'ancien maire de New York Rudolph Giuliani et le sénateur de l'Arizona John McCain, rival de Bush pour la course à l'investiture républicaine voici quatre ans. L'actuel maire de New York, Michael Bloomberg, devait aussi être au nombre des intervenants d'hier.

## Les «modérés»

Laura Bush, la femme du président, et le gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger doivent monter à la tribune aujourd'hui. Le vice-président Dick Cheney et George Bush entrent respectivement en scène demain et jeudi, jour de clôture de la convention. «Il a subi l'épreuve du feu et a fait face au plus important défi de notre temps, je lui rends hommage», devait souligner McCain dans son discours, selon des extraits diffusés par l'équipe de campagne républicaine. «Je salue sa détermination à faire du monde un endroit meilleur, plus sûr, plus libre. Il n'a pas chancelé. Il n'a pas dévié de ses choix difficiles. Il ne cédera pas, pas plus que nous», devait ajouter McCain dans son discours.

Trois proches de victimes des attentats du 11 septembre devaient prendre la parole hier devant les délégués de la convention, et Giuliani, salué en 2001 pour la façon dont il a su redresser sa ville après le traumatisme des attentats, devait évoquer essentiellement cette journée du 11 septembre, ses consé-

quences ainsi que la réaction de George Bush aux événements.

Giuliani, McCain et Schwarzenegger sont les principales personnalités d'une bréchette de «modérés» qui seront en vedette au cours des quatre journées de la convention, afin d'atténuer l'image ultra-conservatrice donnée par la présidence Bush et par l'entourage politique du président. Il importe pour les républicains d'effacer toute image de sectarisme de manière à pouvoir l'emporter dans les «Swing States», les États qui peuvent basculer d'un camp à l'autre, et où se jouera peut-être l'élection du 2 novembre.

«En choisissant un président, nous ne choisissons pas vraiment un républicain ou un démocrate, un conservateur ou un libéral. Nous choisissons un dirigeant», devait également dire Giuliani, selon des extraits de son discours. «Et dans des périodes de danger comme celle que nous traversons, les Américains doivent avoir avant tout en tête, au moment de se décider, l'idée de leadership», devait-il ajouter en comparant la lutte de Bush contre le «terrorisme international» à celle de Winston Churchill face à l'Allemagne nazie et à celle de Ronald Reagan face à l'Union soviétique.

Si John Kerry est en vacances dans le Massachusetts, son colistier John Edwards continue de critiquer la politique étrangère de Bush.

Bush a poursuivi hier sa tournée d'une semaine dans des États qui pourraient s'avérer décisifs le 2 novembre prochain. Hier soir, il devait se rendre dans le New Hampshire et le Michigan.

Reuters

## Déclarations malheureuses de Bush sur le terrorisme

Washington — Le président américain George W. Bush a prévenu hier qu'il ne fallait pas espérer gagner la guerre contre le terrorisme, offrant aux démocrates en campagne électorale une belle occasion de tirer à boulets rouges sur sa politique étrangère. «Je ne pense pas que vous pouvez gagner» la guerre contre le terrorisme, a déclaré M. Bush en réponse à une question de la chaîne de télévision NBC.

Bien qu'accompagnée de précautions oratoires, cette petite phrase a été immédiatement exploitée par l'équipe de campagne démocrate qui espère conquérir la Maison-Blanche le 2 novembre.

Quelques petites heures plus tard, le candidat démocrate à la vice-présidence John Edwards, en campagne en Caroline du Nord, pouvait rebondir sur cet apparent aveu de faiblesse, voire une «déclaration de défaite».

«Après avoir pendant des mois écouté les républicains, qui fondaient leur campagne sur leur capacité particuliè-

re à gagner la guerre contre le terrorisme, maintenant le président dit qu'on ne peut pas gagner la guerre contre le terrorisme!», a lâché M. Edwards dans un discours à Wilmington. «Mais ce n'est pas le moment de reconnaître la défaite. Ce ne sera ni facile ni rapide, mais nous avons un plan exhaustif à long terme pour rendre l'Amérique plus sûre», a enchaîné M. Edwards, opposant le programme de l'équipe qu'il forme avec John Kerry à une litanie de d'«erreurs de calcul» de l'administration Bush.

En l'espace de quelques jours, c'est la deuxième fois que le président Bush est pris au piège de ses propres déclarations. Dans un entretien au *New York Times* de vendredi, M. Bush avait reconnu qu'il avait fait «une mauvaise évaluation des conditions» en Irak après la chute de l'ancien régime, la mettant sur le compte d'une victoire plus facile et rapide que prévu.

Le camp démocrate avait aussitôt réagi, Rand Beers, le conseiller de M. Kerry pour la sécurité nationale,

## L'imam «assagi» fait son entrée en politique

ANDREW MARSHALL

Bagdad — L'imam chiite radical Moktada Sadr a ordonné à ses miliciens de l'armée du Mehdi de cesser les attaques contre les forces américaines et du gouvernement irakien et s'apprête à présenter un programme politique, ont annoncé hier plusieurs de ses collaborateurs.

Le gouvernement intérimaire irakien avait à plusieurs reprises exhorté Sadr à désarmer sa milice et à abandonner la lutte armée pour participer à la vie politique du pays dans la perspective des élections prévues au mois de janvier.

«L'armée du Mehdi se tourne désormais vers la lutte pacifique. Nous verrons à l'avenir, cela pourrait changer. Mais pour l'instant, [la milice] est pacifique», a déclaré à Reuters le cheikh Mahmoud al Soudani, un collaborateur de Sadr.

«Moktada va annoncer sa participation au processus politique irakien. Il ne participera pas directement aux élections, mais il désignera et soutiendra quelqu'un, quelqu'un de son camp ou d'ailleurs», a-t-il ajouté.

Un accord, obtenu grâce à la médiation du grand ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité de la communauté chiite en Irak, a mis fin vendredi à trois semaines de combats entre les miliciens de Sadr et les forces américano-irakiennes à Najaf.

En vertu de cet accord, les miliciens de l'armée du Mehdi ont quitté l'enceinte du mausolée d'Ali, le lieu le plus vénéré de l'islam chiite, où ils étaient retranchés, tandis que l'armée américaine a accepté de se retirer de Najaf.

Mais, si Najaf est sortie de la crise, des combats sporadiques ont éclaté depuis dans d'autres villes irakiennes, en particulier à Mossoul où de violents accrochages ont mis au prise les insurgés et l'armée américaine.

«En raison de la situation à Najaf et dans les provinces [...] nous demandons à tous les membres de l'armée du Mehdi de cesser les combats sauf en cas de nécessité, et d'être patients jusqu'à ce que le programme politique que les partisans de Sadr élaborent soit divulgué», a déclaré le cheikh Ali Smeïssime, qui s'adressait à la chaîne de télévision libanaise chiite Al Manar.

«Nous avertissons le gouvernement irakien que le mouvement de Sadr va annoncer un important programme politique», a-t-il ajouté.

Même si la décision de Sadr apparaît comme une bonne nouvelle pour le gouvernement du premier ministre Iyad Allaoui, qui peinait à contenir l'insurrection jusqu'à l'intervention de Sistani, elle marque aussi l'apparition d'un opposant politique de très grande importance.

Sadr s'est en effet assuré un très large soutien au sein de la communauté chiite, la plus importante du pays, par ses attaques répétées contre le gouvernement irakien et contre la présence des forces américaines dans le pays.

Reuters

## Les talibans annoncent de nouveaux attentats

Kaboul — Les talibans ont averti hier qu'ils avaient l'intention de commettre d'autres attentats d'ici à l'élection présidentielle du 9 octobre en Afghanistan, après l'explosion d'une voiture piégée à Kaboul, qui a fait au moins 12 morts et des dizaines de blessés.

Trois Américains et trois Népalais sont au nombre des tués dans l'attentat, qui visaient les locaux de la compagnie internationale de sécurité DynCorp, laquelle fournit des gardes du corps au président afghan Hamid Karzaï et participe à la formation de la police nationale.

Un commandant taliban a prévenu que toute ville où les Occidentaux seraient présents pourrait devenir la cible d'un attentat d'ici aux élections, que le président sortant, Hamid Karzaï, allié des Américains, a de bonnes chances de remporter.

«Nous avons lancé nos opérations à Kaboul, dans le cadre de nouveaux préparatifs», a déclaré le mollah Daudullah, l'un des dix membres du Conseil taliban dirigé par le mollah Omar, allié d'Oussama ben Laden et de son réseau al-Qaïda.

«Nous commettrons d'autres attentats à la bombe à Kaboul et un grand nombre de nos moudjahidines sont présents dans les villes où les forces d'occupation des infidèles sont stationnées», a-t-il dit à Reuters par téléphone satellitaire.

L'explosion de dimanche, la plus importante dans la capitale afghane depuis près de deux ans, suscite de nouvelles inquiétudes concernant la détérioration des conditions de sécurité. L'ambassade des États-Unis a conseillé hier aux ressortissants américains d'éviter les installations militaires, les bâtiments administratifs afghans et d'organisations internationales, les endroits bondés comme les bazars et les restaurants, les cafés Internet fréquentés par les étrangers.

Reuters

Agence France-Presse

## É D I T O R I A L

## Jeux de pouvoir

C'est dans une joute en trois manches que le chef du Parti québécois est maintenant engagé. Il a gagné la première contre sa collègue Pauline Marois dont l'appel lancé à Bernard Landry de remettre en jeu son leadership aura fait long feu. Son défi reste maintenant de gagner les deux autres de façon aussi décisive.

On pourrait croire, au terme des assises du Parti québécois de la fin de semaine, que Bernard Landry est bien en selle à la tête de son parti. Il a été applaudi chaudement lorsqu'il a annoncé sa décision de demeurer chef et il a obtenu des députés et des délégués au conseil national qu'ils rejettent l'idée d'ouvrir une course au leadership, ce qu'ils ont fait à la quasi-unanimité. Soulagé, le chef péquiste est néanmoins resté sur ses gardes. Il est assez fin renard pour savoir qu'il doit maintenant surmonter deux nouvelles épreuves s'il veut pouvoir exercer ces prochaines années son leadership sans être constamment contesté.

La première de ces épreuves est ce vote de confiance auquel il doit se soumettre lors du congrès national du mois de juin prochain. À cet égard, rien n'est acquis. Mieux que quiconque, il sait que l'appui dont il jouit dans le parti en ce moment n'est pas aussi grand que pourrait le laisser croire le résultat du vote tenu en fin de semaine dernière. De la part de certains, cet appui ne fut que circonstanciel et pourrait se transformer à tout moment en opposition.

Nul doute que bon nombre de délégués au conseil national tenu à Québec, probablement une majorité peut-on croire, ont rejeté l'idée de forcer une course au leadership en estimant que leur chef avait toute la légitimité nécessaire pour demeurer à son poste. En revanche, d'autres auront, en votant contre la résolution, voulu réserver leur jugement jusqu'à ce que soit conclu le débat en cours

sur la démarche vers la souveraineté. Ils veulent connaître la position qu'adoptera M. Landry. Si elle ne leur convient pas, ils pourraient alors lui refuser leur confiance.

Avec cette dimension, les choses se compliquent drôlement pour le chef péquiste à qui plusieurs ont reproché déjà sa timidité à défendre et à faire avancer la souveraineté alors qu'il était premier ministre. Pour ceux-là, le débat sur la souveraineté et celui sur le leadership sont en fait intimement liés et leurs conclusions ne pourront d'une certaine façon qu'être concordantes.

En plus d'être compliquée, la situation sera délicate pour Bernard Landry qui sera pressé, et peut-être même tenté, de faire des compromis pour assurer son leadership et atteindre le seuil de 75 ou 80 % nécessaire pour qu'un chef survive à un vote de confiance. Certains compromis pourront être inévitables, mais ils ne pourront être que de l'ordre du choix des mots. Ayant toujours défendu fermement la démarche référendaire pour son caractère démocratique, on ne comprendrait pas qu'il accepte le processus accéléré vers la souveraineté proposé par Jacques Parizeau. Comme chef du parti, il n'a pas à se faire le porteur d'un programme allant contre ses convictions profondes.

Quelle sera la conclusion que retiendront les délégués péquistes à leur congrès de juin? Bien difficile à dire puisque tout est possible. On peut même imaginer une situation où ils renouvelleraient leur confiance à M. Landry tout en adoptant par ailleurs une démarche vers la souveraineté opposée à la sienne. Il aurait alors à choisir entre tout laisser tomber ou appeler une course au leadership où il serait candidat à sa propre succession. Puisqu'il s'agirait d'une élection au suffrage universel des membres, il pourrait, s'il l'emportait, ne pas tenir compte, en toute légitimité, des décisions du congrès.

Dans les faits, Bernard Landry est engagé dans une course au leadership dont il est le seul candidat déclaré. C'est une course qui sera longue et d'autant plus difficile qu'une partie de ses adversaires se cantonnent dans des zones d'ombre. Pour l'instant, seule Pauline Marois a eu le courage de se découvrir, ce qui est à son honneur. François Legault, dont les ambitions sont pourtant bien connues, continue pour sa part de s'activer en coulisses. Dans cette bataille où les enjeux sont nombreux, la moindre des choses serait que l'on sache quel jeu chacun joue.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la famille, Claude Béchard, vient de lancer le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Ce document rappelle l'apport des mouvements communautaires dans notre société, reconnaît son importance et ses pratiques tout en voulant respecter l'autonomie des groupes. Ce sont là des orientations qui proviennent directement de la politique gouvernementale «L'action communautaire: une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec» adoptée il y a deux ans par le gouvernement du Parti québécois. En soit, lorsqu'on tient compte des bouleversements engendrés par la «modernisation» de l'État, l'annonce de M. Béchard est une bonne nouvelle. Malheureusement, les bonnes intentions gouvernementales sont loin de se traduire en mesures concrètes dans ce plan d'action. Pire, en laissant entendre qu'il existe plusieurs dédoublements et que l'argent des contribuables est peut-être mal utilisé, le ministre Béchard a lui-même donné le ton à la démarche libérale: un ménage s'impose avant toute chose.

## Pas un cent de plus!

La question du financement des groupes et regroupements d'action communautaire autonome est rapidement réglée par le gouvernement. En effet, le ministre ne garantit les fonds actuels que pour la présente année. Ce qui est la moindre des choses. Il eût été odieux de retourner des fonds au gouvernement alors que nous sommes à la fin d'une entente triennale qui court jusqu'en mars!

En ce qui concerne l'avenir, le ministre demeure très vague. En tout premier lieu, «avant d'envisager des mesures de rehaussement, les ministères devront effectuer une analyse approfondie des sommes qu'ils versent aux organismes communautaires pour en évaluer la pertinence et éliminer les possibles chevauchements» (Plan d'action gouvernemental, page 17). En cours de route, le ministre tentera de convaincre le milieu privé de soutenir financièrement les groupes, un vieux rêve gouvernemental qui ne s'est encore jamais matérialisé. En fait, les évaluations gouvernementales (des profils régionaux qui seront soumis aux Conférences régionales des élus (CRE) et une évaluation des regroupements par le Comité interministériel de l'action communautaire) représentent la première étape du Plan d'action. Tout le reste s'appliquera par la suite... si le groupe existe toujours!

## M. Net fait le ménage

Le gouvernement possède déjà un bon portrait du communautaire. Dans le cadre des travaux qui ont eu lieu depuis 1997 sur la Politique en action communautaire, les groupes ont été évalués, sondés, statistiquement croisés. Pourquoi ramener cette préoccupation à ce moment précis? Il n'est pas inutile de rappeler ici que, dans le cadre de la «modernisation» de l'État, chaque ministère doit effectuer une réévaluation des programmes et de leur financement.

Cette volonté d'éliminer certains regroupements et de rationaliser la présence des groupes sur le territoire ne date pas de ces derniers jours, bien que M. Béchard soit le premier à en parler publiquement le costume de M. Net. Cette volonté est toute-fois en contradiction avec les déclarations mêmes

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## LE MARATHON PÉQUISTE EST ENGAGÉ...



## L E T T R E S

## L'avenir, c'est les cégeps!

Je ne suis pas gestionnaire de mission scolaire, de cégep ou d'université. Je ne cherche pas à maintenir ou à augmenter des subventions, je ne crains pas de perdre mon travail, mais je me sens concernée par la question des cégeps. Parce que j'enseigne à des élèves du secondaire, parce que je serai bientôt mère, parce que je souhaite ce qu'il y a de mieux à tous les jeunes Québécois, je dois prendre le parti de ces institutions québécoises originales.

Je ne parlerai pas de chiffres, car il a déjà été prouvé que le «démembrement» de ces institutions ne permettrait aucune économie. Je ne parlerai pas des réalités régionales, parce que nous savons déjà que la disparition des cégeps entraînerait des conséquences tragiques pour certaines régions. Je parlerai de mon expérience.

Le cégep est un milieu de vie où se côtoient de jeunes adultes qui découvrent le monde. De nouvelles disciplines leur sont proposées, les gens des techniques et des formations pré-universitaires y trouvent le creuset d'échanges féconds, riches de la variété des points de vue... Bref, c'est une autre étape de la socialisation qui s'établit, c'est l'émergence d'une conscience sociale élargie, d'une implication civile même. Car les cégepiens ne sont plus des «élèves» mais des «étudiants» avec toute l'autonomie et la responsabilité individuelle impliquée chez des personnes légalement majeures. Et je n'ai pas encore abordé le dynamisme, l'engagement et le professionnalisme des acteurs de ce merveilleux milieu! Nous avons là des gens compétents et inspirants pour la jeune génération.

Ainsi, je cherche encore où est le problème des cégeps. Je sais qu'il y a des étudiants qui peinent à obtenir un diplôme d'études collégiales et qui changent parfois d'orientation. Cela se produit aussi à l'université. Dans une société du savoir, dans un monde en mouvance, les gens seront de plus en plus appelés à

occuper des fonctions variées, à se perfectionner, voire à changer de métier. Ce serait donc le rôle même des cégeps de permettre aux étudiants de toucher à des domaines variés, ce qu'ils font déjà très bien du reste.

Ainsi, je souhaite ardemment que le forum sur les cégeps permette d'établir le caractère essentiel de ces institutions et de les améliorer plutôt que d'anéantir cette belle réussite dont nous devons être fiers.

Ruth-Élizabeth Lépine  
Saint-Aubert, le 30 août 2004

## La relève au PQ?

Votre journaliste, Tommy Chouinard écrivait lundi dernier: «Si la tenue d'une course au leadership a été rejetée massivement au conseil national du Parti québécois hier, le chef Bernard Landry n'est pas au bout de ses peines pour autant.»

Bernard Landry n'est pas seul à ne pas être au bout de ses peines. Il y a aussi tout le mouvement souverainiste. À la suite du conseil national et aux sondages récents montrant une contradiction entre Landry et un futur aspirant-chef [...], il ressort que la population semble accepter le chef actuel faute de renouveau. La Constitution et le oui au Québec souverain.

À l'occasion du débat en cours sur l'accession du Québec à la souveraineté, comment peut-on sérieusement prétendre qu'en disant OUI à un référendum portant sur la Constitution du Québec, on n'aura pas donné son appui à un «pays québécois souverain», quand on sait que le premier article d'une telle constitution affirmerait le principe que ladite constitution est celle d'un État souverain?

De plus, comment peut-on refuser de lier intimement les deux questions quand on sait que les constitutions sont, de toutes façons, le lot d'États souverains?

De plus, qui oserait dire, le référendum terminé, qu'il n'a pas porté sur l'adhésion ou non à un éventuel État souverain. Si le NON l'em-

portait, ses partisans, en commençant par M. Dion, s'empresseraient de dire que les Québécois ont dit non à la souveraineté.

On a tous le droit de n'être pas d'accord avec l'approche Laplante-Parizeau, mais encore faudrait-il que, pour faire valoir son point de vue valablement, on le fasse honnêtement.

Roland Dussault  
Montréal, le 25 août 2004

## Une course à la chefferie S.V.P.

La position de Bernard Landry s'accrochant mordicus à la gouverne du PQ m'interpelle beaucoup.

Je crois que la saison des idées lancée par monsieur Landry doit culminer par une course à la chefferie où chacun des candidats présente clairement sa position sur l'avenir du Québec.

Il serait dommageable, à mon avis, pour le parti et pour la démocratie que le prochain chef soit encore une fois couronné sans conteste; sans qu'il y ait eu, au préalable, un sain débat d'idées et de points de vues.

Ça fait déjà trop longtemps que cette situation dure pour la laisser perdurer encore davantage. Le P.Q. ne pourrait sortir que grandi d'un exercice démocratique aux yeux des membres du parti d'abord, et de la population en général ensuite.

Quant aux indépendantistes québécois, je crois qu'ils doivent se positionner derrière un candidat clairement indépendantiste qui a le courage et l'énergie d'aller de l'avant. Seule cette attitude peut mobiliser la nation québécoise, la remettre en marche après cette trop longue traversée du désert. Je ne crois pas que nous ayons encore besoin de candidats ayant toujours les deux pieds sur les freins. Faire du sur-place ne fait pas avancer.

Jacques Lamothe  
Cap-de-la-Madeleine, le 18 août 2004

## LIBRE OPINION

## Le grand ménage libéral dans l'action communautaire

YVES BELLAVANCE

Table régionale des organismes volontaires  
d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal

Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la famille, Claude Béchard, vient de lancer le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Ce document rappelle l'apport des mouvements communautaires dans notre société, reconnaît son importance et ses pratiques tout en voulant respecter l'autonomie des groupes. Ce sont là des orientations qui proviennent directement de la politique gouvernementale «L'action communautaire: une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec» adoptée il y a deux ans par le gouvernement du Parti québécois. En soit, lorsqu'on tient compte des bouleversements engendrés par la «modernisation» de l'État, l'annonce de M. Béchard est une bonne nouvelle.

Malheureusement, les bonnes intentions gouvernementales sont loin de se traduire en mesures concrètes dans ce plan d'action. Pire, en laissant entendre qu'il existe plusieurs dédoublements et que l'argent des contribuables est peut-être mal utilisé, le ministre Béchard a lui-même donné le ton à la démarche libérale: un ménage s'impose avant toute chose.

## Pas un cent de plus!

La question du financement des groupes et regroupements d'action communautaire autonome est rapidement réglée par le gouvernement. En effet, le ministre ne garantit les fonds actuels que pour la présente année. Ce qui est la moindre des choses. Il eût été odieux de retourner des fonds au gouvernement alors que nous sommes à la fin d'une entente triennale qui court jusqu'en mars!

En ce qui concerne l'avenir, le ministre demeure très vague. En tout premier lieu, «avant d'envisager des mesures de rehaussement, les ministères devront effectuer une analyse approfondie des sommes qu'ils versent aux organismes communautaires pour en évaluer la pertinence et éliminer les possibles chevauchements» (Plan d'action gouvernemental, page 17). En cours de route, le ministre tentera de convaincre le milieu privé de soutenir financièrement les groupes, un vieux rêve gouvernemental qui ne s'est encore jamais matérialisé.

En fait, les évaluations gouvernementales (des profils régionaux qui seront soumis aux Conférences régionales des élus (CRE) et une évaluation des regroupements par le Comité interministériel de l'action communautaire) représentent la première étape du Plan d'action. Tout le reste s'appliquera par la suite... si le groupe existe toujours!

## M. Net fait le ménage

Le gouvernement possède déjà un bon portrait du communautaire. Dans le cadre des travaux qui ont eu lieu depuis 1997 sur la Politique en action communautaire, les groupes ont été évalués, sondés, statistiquement croisés. Pourquoi ramener cette préoccupation à ce moment précis? Il n'est pas inutile de rappeler ici que, dans le cadre de la «modernisation» de l'État, chaque ministère doit effectuer une réévaluation des programmes et de leur financement.

Cette volonté d'éliminer certains regroupements et de rationaliser la présence des groupes sur le territoire ne date pas de ces derniers jours, bien que M. Béchard soit le premier à en parler publiquement le costume de M. Net. Cette volonté est toute-fois en contradiction avec les déclarations mêmes

du ministre qui a affirmé, lors de sa conférence de presse du 17 août, respecter le fait que les groupes soient issus du milieu.

Or, si le milieu a décidé de fonder un groupe ou de se regrouper localement, régionalement ou nationalement, pourquoi donc le gouvernement viendrait-il leur dire quoi faire? Pourquoi donc les élus locaux (majoritaires à la CRE) deviendraient-ils tout d'un coup des experts en évaluation de groupes communautaires? Est-ce là un premier pas vers la municipalisation du développement social et du soutien au communautaire?

Confier ces profils régionaux entre les mains des CRE nous fait nous questionner également sur la distance qui doit exister entre les élus bailleurs de fonds et les groupes de citoyens et citoyennes qui ont un rôle à jouer dans notre vie démocratique. La politicienne locale ou le marchand du coin qui en a assez des critiques d'un groupe de citoyen et citoyenne sauront-ils garder toute la neutralité exigée?

Dresser des profils «sous l'angle de la capacité de l'État à les soutenir et les possibles chevauchements» (Plan d'action, page 17), ce n'est pas de bon augure en cette ère de rationalisation. Dresser des profils afin que, comme le ministre l'a dit lors de sa conférence de presse, «il y a des organismes qui dédoublent [il faudra] changer peut-être les missions», ça nous inquiète également.

Enfin, dresser des profils dans l'objectif d'éliminer des regroupements, cela n'a rien pour nous rassurer. En effet, les approches de financement des regroupements seront soumises à une évaluation cet automne et mèneront ensuite à des modifications du soutien financier des regroupements pour la prochaine année financière.

La réingénierie de l'État québécois a jusqu'à

maintenant amené plusieurs groupes à se questionner sur les volontés gouvernementales de transférer ou déléguer des responsabilités au communautaire notamment en santé et services sociaux. Le gouvernement a été assez clair quant à sa volonté d'ouvrir des partenariats avec le privé, les municipalités et le communautaire: «Le secteur privé, de même que le secteur communautaire et coopératif, ne détiennent pas toujours la réponse à tout, mais ils abritent des compétences dont l'État aurait tort de se priver» (Plan de modernisation de l'État publié en mai 2004).

En conférence de presse, le ministre Béchard a souligné que l'autonomie des groupes lui tenait à cœur et qu'il n'était pas dans l'intention du gouvernement de se déléster vers le communautaire. Pourtant, le préambule du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire est limpide: «Les questionnements que soulève l'opération de modernisation de l'État nous permettront également d'évaluer les pratiques actuelles.» Qui devons-nous croire? Le ministre Béchard ou le reste du gouvernement?

En conclusion, nous nous inquiétons pour la survie des organismes communautaires autonomes, plus particulièrement des organismes de défense des droits sociaux, et des regroupements qui les représentent. Les préoccupations que nous soulevons aujourd'hui ne traduisent nullement une volonté politique de reconnaître les organismes communautaires et leur autonomie. Le ministre Béchard devra rapidement donner des réponses satisfaisantes. Espérons que les groupes et regroupements communautaires pourront continuer leur travail dans les prochains mois sans perdre leur précieux temps à se battre pour leur survie.

## IDÉES

Les Jeux olympiques d'Athènes

# La couronne d'olivier et les couronnes d'épines

## La Grèce peut s'enorgueillir de ses Jeux, mais le bilan canadien est désastreux

PAUL OHL

Écrivain, scénariste, ancien membre de l'Académie olympique du Canada, ancien délégué auprès de l'Académie internationale olympique et ancien directeur du sport d'élite au gouvernement du Québec. Également auteur de La Guerre olympique (Robert Laffont, 1977)



MIKE BLAKE REUTERS

La Grèce, le plus petit pays à avoir organisé des Jeux olympiques, a livré un produit magique qui a dépassé toutes les attentes, mais qui a élevé la barre de l'excellence.

pays seulement, ce qui équivaut à dire que 6 % des pays participants aux Jeux olympiques ont remporté presque 70 % des médailles à l'enjeu.

La question? Le jeu en vaut-il la chandelle, à l'échelle des investissements nécessaires s'entend? Dans les faits, pour prendre l'exemple du Canada,

une médaille olympique en 2004 équivaut à un effort financier collectif d'environ 20 millions sur quatre ans. Concert de protestations d'une population en mal de succès, insatisfaction des commanditaires avides de retombées gagnantes, incompréhension des dirigeants du sport canadien, humiliation collective des athlètes.

### Bilan canadien

Le bilan canadien des Jeux olympiques d'Athènes est visiblement désastreux du strict point de vue mathématique. Moins de médailles qu'à Sydney en 2000 malgré le fait qu'il y avait quelques médailles supplémentaires à l'enjeu à Athènes, et une baisse de 50 % par rapport à Atlanta en 1996.

Les explications du comité olympique canadien et des dirigeants des fédérations sportives tourneront autour du sous-financement. Le responsable, c'est avant tout le gouvernement fédéral, dira-t-on. On pourra ajouter les gouvernements provinciaux. Et, bien entendu, des commanditaires trop rares, trop avides de succès instantanés et de visibilité lucrative. Et tant qu'à y être, une géographie inadéquate, trop

vaste avec ses nombreux fuseaux horaires et les caprices des saisons peu favorables aux sports d'été.

Les critiques seront passagères. Les politiciens prendront note sans prendre acte. La façon adéquate de corriger le tir, selon la version des ministres responsables, tant fédéral que provinciaux, sera d'injecter quelques millions dans des programmes de soutien qui, finalement, ne changeront rien aux nécessités des athlètes. Déjà, Beijing est hors de portée de la prochaine délégation canadienne, du moins quant au nombre des médailles. Car 15 ou 18 médailles ne changeront rien à l'effet pervers et à l'impression d'échec que retient la population canadienne.

Depuis 1904, le Canada a toujours été présent aux Jeux olympiques d'été, comme il l'a été aux Jeux olympiques d'hiver depuis 1924. Et depuis un siècle, le Canada

se place entre le 15<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> rang des Jeux d'été et entre le 10<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup> rang des Jeux d'hiver. Les millions investis, souvent à tort et à travers, n'ont rien changé à cette situation, simplement parce qu'ils n'atteignent pas véritablement les athlètes; ils se perdent dans les dédales administratifs, dans les privilèges, dans les trop nombreux voyages, dans les réceptions, les comités, les uniformes.

Les millions n'arrivent pas au cœur même du développement, c'est-à-dire dans les infrastructures, les salaires des entraîneurs. Les millions ne parviennent qu'à maintenir les meilleurs athlètes, sauf quelques

«superstars», à deux doigts du seuil de la pauvreté.

En 2004, le Canada tout entier mérite amplement ses couronnes d'épines. Les dirigeants qui ont prévu un certain nombre de médailles auraient eu avantage à se taire. Les médias qui ont couronné des vedettes avant le fait auraient dû s'intéresser davantage aux faits et gestes des dirigeants du sport et dénoncer l'incompétence des politiciens en la matière, qu'à la promotion de trois ou quatre athlètes dont les mérites reviennent davantage à des universités américaines et aux hasards d'une immigration qu'à la qualité des programmes d'excellence canadiens.

Quant au Québec, dont le ministre à temps partiel dans le dossier n'a trouvé rien de mieux à dire à son retour d'Athènes qu'il «annoncera une vaste campagne publicitaire qui incitera les Québécois à bouger davantage», il lui faudra revoir l'histoire des engagements de son gouvernement dans ce domaine.

L'éducation physique au primaire est laissée pour compte; le Québec bat tous les records en matière de tabagisme, de consommation de drogues, de mauvaise alimentation, d'obésité, de délinquance, de tendances suicidaires, de surconsommation de médicaments.

En fait, le Québec est en voie de se condamner à devenir une société handicapée, malade et improductive d'ici 15 ans. Voilà de quoi remettre le sport à l'agenda politique et en faire une priorité. Les milliards récupérés en matière de prévention de la santé pourraient alors financer quelques médailles olympiques et surtout les justifier.

Les  
politiciens  
prendront  
note  
sans prendre  
acte

### Normand Lester et les femmes dans l'armée

## Je persiste et je signe!

NORMAND LESTER

Journaliste

J'ai été accusé mercredi dernier dans *Le Devoir* d'entretenir des préjugés sur les femmes militaires et de les dénigrer. Anne-Marie D'Aoust, qui se présente comme candidate à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et qui affirme avoir été dans la réserve des forces armées canadiennes, réclame haut et fort qu'on me réduise au silence parce que j'ai osé rapporter des réalités avérées sur les femmes soldats, notamment celles qui servent dans les forces armées américaines.

Mme D'Aoust n'aime pas le ton que j'utilise quand j'écris dans le magazine *Summum* qui s'adresse aux hommes de 15 à 35 ans. Je manque de respect pour les femmes! Ça fait partie de mon personnage d'être irrévérencieux, ironique et mordant. *Summum* me donne l'occasion de brasser la cage chaque mois. J'adore. Cette fois, je pense que j'ai réussi à affoler tout le zoo.

Si Mme D'Aoust n'apprécie pas mes textes ou si elle est agacée par le contenu de *Summum*, trop macho à son goût, elle n'a qu'à lire autre chose. Le département d'études féministes de l'UQAM, la Fédération des femmes du Québec et les Éditions du remue-ménage, pour ne nommer que quelques enseignes, diffusent plein de documents roses qui ne troubleront pas ses humeurs.

### Thèmes imposés

Qu'est-ce que dis dans mon texte qui a fait grincer les dents de Mme D'Aoust? Je constate la simple évidence que les femmes sont physiquement moins fortes que les hommes et que la guerre étant essentiellement une épreuve de force, elles y sont moins aptes que les hommes. Dans les sports, les règlements et les défis doivent être assouplis pour tenir compte de la faiblesse physique des femmes qui ne concourent, en général, qu'entre elles.

Les zones de combats ne sont pas les Jeux olympiques, et les règles énoncées par Pierre de Coubertin n'y sont guère respectées. Si c'est faire preuve de préjugés de constater cela, je plaide coupable.

Mme D'Aoust ne met jamais en cause les faits que je rapporte. Elle les contourne et me somme de parler d'autre chose. Elle veut m'imposer des thèmes, comme jadis on le faisait dans des camps de rééducation staliniens ou comme à l'école. Allez élève Lester, ne troublez pas la classe avec vos propos incongrus, réécitez après moi.

Quand je parle des militaires américaines qui se prostituent auprès de leurs camarades d'armes, elle voudrait que je parle des Japonaises des Philippines qui se vendent aux GI. Si je parle des problèmes posés aux forces armées par la sexualité des femmes, elle voudrait que je parle de celle des hommes. Ce n'était pas mon sujet. Si ça l'intéresse, libre à elle d'écrire sur la question. (*Summum* pourrait être intéressé. Mais qu'elle ne compte pas sur moi pour réécrire son texte dans le style de la maison.)

Elle est choquée que j'ose évoquer la question des grossesses échappatoires qui permettent à des militaires américaines en Irak et au Moyen-Orient d'éviter la guerre et d'être rapatriées aux États-Unis pendant que les hommes, qui n'ont pas cette sorte de secours, doivent faire face à leurs responsabilités.

### Faire taire

J'ai fait de la peine à Anne-Marie D'Aoust en disant ces choses publiquement. La réalité contredit ses convictions profondes et cela la dérange. Quand je parle de ces questions, j'introduis un doute, et personne n'a le droit de douter. Il faut croire, faire semblant de croire ou se taire. On a connu ça au Québec. Et ça revient avec beaucoup de force. Le texte de Mme D'Aoust n'en est que la manifestation la plus récente.

Elle ne discute pas, elle vitupère. Elle crie aux propos inacceptables, à l'atteinte à la dignité des femmes, etc. Au passage, elle les compare à du racisme pour affirmer qu'ils n'ont pas leur place dans l'espace public. Mais qui est-elle donc pour décider qui a droit ou n'a pas droit de parole?

Il faut bien le dire, dans mon article je n'ai pas seulement rapporté des faits qui indiquent que les femmes font de piètres militaires. J'ai fait pire. J'ai évoqué la façon dont elles sont perçues par leurs camarades. Ô blasphème! Ô sacrilège!

Mme D'Aoust exige carrément qu'on me censure. Je cite: «Nous n'avons pas à tolérer que de tels propos soient diffusés à grande échelle.» Elle exige qu'on ne dise que du bien des femmes dans l'armée ou qu'on se taise. Une obligation à l'éloge, au dithyrambe. On croirait entendre la femme de Mao. Ce n'est plus du féminisme, c'est du stalinisme. Elle veut que je ferme ma gueule. Elle ne me connaît pas. Elle est tombée sur le mauvais gars, un empêchement de penser en rond professionnel.

### Ce qu'en pensent les soldats

Je me spécialise dans les questions militaires. Comme correspondant à l'étranger, j'ai eu l'occasion d'accompagner des unités en opération du Nicaragua au Vietnam, en passant par le Nigeria. J'ai frayed avec de simples soldats et des généraux, dans une dizaine d'armées. Je suis également bien au fait des opinions qui ont cours dans les forces armées canadiennes et américaines. Mme D'Aoust frétille parce que mon texte reflète ce que pensent ces hommes.

Dire que les femmes sont bien accueillies dans les unités de combats serait participer à la mystification féministe. Au Canada et aux États-Unis, aucun militaire d'active n'oserait cependant évoquer publiquement les défaillances des femmes soldats. Cela équi-

vaudrait à un suicide professionnel. Les politiciennes monteraient dans les rideaux.

Chez nos voisins du sud, la question du rôle des femmes au combat risque de revenir bientôt au centre du débat public. Les commissions du service obligatoire ont été discrètement réactivées pour la première fois en 30 ans afin de mettre à jour les listes de conscription dans chaque État américain. On se prépare à une éventuelle aggravation de la situation militaire en Irak et ailleurs dans le monde.

Il n'est pas impossible que, l'année prochaine, les Américains aient à se demander, pour la première fois de leur histoire, s'ils vont inscrire leurs filles comme leurs garçons. Il va être intéressant de voir comment vont réagir les féministes. Vont-elles réclamer, comme elles devraient le faire en toute logique et en toute équité, que les jeunes femmes soient inscrites au même titre que les hommes et envoyées au front dans des unités de combats? Voyons donc! Elles vont trouver une façon de se dérober.

S'il y a conscription, je parie que seuls les hommes vont être envoyés à la casse. Et c'est mieux pour eux. Avec des femmes dans les pattes, ils seraient encore plus mal pris. Je cite dans mon article des études qui montrent que les hommes ne font pas confiance aux femmes dans les situations de combats.

Anne-Marie D'Aoust aimerait bien réduire au silence toute pensée non conforme à la ligne féministe officielle. Elle et ses amies font peur à beaucoup de monde. Leurs invectives et leurs épithètes ne m'intimident pas, elles m'amuse. Elles ne pourront certainement pas me faire perdre mon job à Radio-Canada pour pensées discordantes, elles arrivent trop tard. Comme dirait George Bush, avec qui d'ailleurs elles partagent une façon simpliste et bornée de voir le monde: «Bring them on!»

Je n'ai rien à retirer de mon article. Je persiste et signe. Ceux qui voudraient prendre connaissance des mes propos pernicieux, dont Mme D'Aoust voudrait interdire la lecture aux bien-pensants, peuvent consulter mon texte sur le site Internet de *Summum*.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports); Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (rélecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélaïr (responsable); Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels); Stéphane Ballarçon (théâtre); Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (films); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts vivants); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Dominique Remy, Eric Desrosiers, Alec Cantonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Alexandre Shields (co-mis); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa); Tommy Chouinard et Robert Durrise (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marlyse Hamelin, Serge Truffaut (éditorialistes); à la documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Sarrica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Mahais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Michelle Riueland, Nadia Sebà, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zemanitz, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yvanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Ginelle Lenard, coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation, Geneviève Duguay, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## PROVINCES

SUITE DE LA PAGE 1

Il n'y a peut-être pas eu de rencontre officielle, réplique-t-on à Ottawa, mais il y a eu des «discussions» et des «échanges informels». Au bureau du premier ministre, on convient que ces consultations sont restées bilatérales, mais on dit qu'elles ont eu lieu à «deux niveaux». Ce qui voudrait dire au niveau des fonctionnaires, ministres et premiers ministres, mais on n'a pas voulu le confirmer.

«On n'a pas diffusé un document comme tel, mais on discute des points communs et des divergences. Mais pour ce qui est de notre position, notre plateforme électorale la détaillait très bien», a indiqué une des porte-parole du premier ministre, Melanie Gruer. Elle reconnaît que les provinces ont des questions, «mais notre position est dans la plateforme». Elle ignorait s'il y aurait une rencontre préparatoire avant la conférence.

Le ministre fédéral de la Santé, Ujjal Dosanjh, s'est présenté à la rencontre de ses homologues provinciaux, la semaine dernière à Toronto, mais il s'y est invité pour leur rappeler qu'Ottawa n'avait pas les moyens d'accepter leur proposition d'assurance médicaments pancanadienne.

Cet état de fait a surpris le proche conseiller d'un ancien premier ministre provincial. Vétéran des conférences des premiers ministres, il confiait hier au *Devoir* que davantage de travail devrait normalement avoir été fait à ce point-ci, surtout pour une conférence qui doit se tenir en public, comme l'a promis M. Martin. A son avis, les points de consensus doivent être clairement connus des participants, en particulier les fonctionnaires, sinon il sera très risqué de travailler sous le feu des projecteurs.

Or Paul Martin a beaucoup misé sur cette conférence, faisant de la santé le cœur de son programme électoral. Il avait même dit que la conférence durerait aussi longtemps que nécessaire pour en arriver à un plan de réforme sur dix ans capable d'assurer la viabilité du système pour une génération. La réaction assez froide des provinces et la décision du premier ministre albertain Ralph Klein de bouder deux des trois jours de réunion l'ont obligé à modérer ses attentes. Il reconnaissait la semaine dernière qu'il faudrait peut-être plus d'une réunion pour arriver à ses fins.

Les provinces, de leur côté, continuent de se préparer pour la rencontre. Après les ministres provinciaux de la Santé et des Finances, les premiers ministres des provinces se réuniront à Toronto à partir de demain pour peaufiner leur position. Le premier ministre albertain Ralph Klein ne compte pas s'y rendre cependant.

Le fossé entre Ottawa et les provinces est davantage apparu à la fin juillet à l'issue de la réunion des premiers ministres provinciaux. Ils ont défendu une position qui a brouillé les cartes d'Ottawa. Au cœur de cette position, il y a la suggestion de transférer au fédéral des programmes provinciaux d'assurance médicaments. Le Québec conserverait le sien, mais recevrait sa part des fonds fédéraux. La réplique d'Ottawa n'a pas tardé ni changé. Pas question, car cela coûterait trop cher, le ministre des Finances, Ralph Goodale, parlant même d'une facture éventuelle de 12,5 milliards par année.

Le plan des libéraux prévoyait une aide pour les coûts catastrophiques des médicaments, mais ce n'était qu'un volet d'un plan d'ensemble qui donnait priorité à la réduction des listes d'attente. Les libéraux proposaient un investissement d'au moins neuf milliards en santé, dont quatre milliards sur cinq ans pour s'attaquer aux listes d'attente dans cinq secteurs et deux milliards sur cinq ans pour le développement des soins à domicile. Aucune somme n'était allouée pour l'amélioration des soins de première ligne ou pour s'attaquer aux coûts catastrophiques de certains médicaments. Les provinces avaient froidement réagi à ce plan, jugeant les investissements timides et n'appréciant pas de voir le fédéral décider des priorités de réforme dans leur champ de compétence.

Président du Conseil de la fédération, le premier ministre ontarien Dalton McGuinty a invité hier ses homologues fédéral et provinciaux à faire preuve d'ouverture lors de la rencontre de septembre. «Je pense que les Canadiens attendent de nous la preuve que nous ferons avancer les choses à cette réunion. Je suis convaincu que nous le pouvons si nous nous présentons dans le bon état d'esprit. Mon conseil à mes homologues est de garder la tête froide», a-t-il dit lors d'une visite à la faculté de médecine de l'Université d'Ottawa.

Il a toutefois rappelé que la proposition d'assurance médicaments des provinces était sérieuse et méritait d'être examinée avec attention. «Si le gouvernement fédéral a une solution de rechange, voyons ce qu'il a à offrir». Il a noté que si Ottawa prenait le relais de l'Ontario, cette province se retrouverait avec 3,7 milliards pour financer les réformes qu'elle a déjà entreprises.

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec des Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

parce qu'elle dit que pour [faire les choses différemment], il faut la permission du syndicat local et de la commission scolaire, ce qui a toujours été refusé par les syndicats».

Par ailleurs, les collègues, qui bénéficient de cette même autonomie depuis 1985 sans jamais l'avoir utilisée, seraient désireux d'activer une disposition similaire dans le cadre de leur négociation, pour favoriser les pourparlers locaux en dehors d'une convention nationale. Le projet de loi 30, adopté sous le bâillon par les libéraux en décembre et qui fait l'objet d'une contestation juridique dans le secteur de la santé, ouvre la porte à des ententes locales et à l'intervention d'un arbitre au bout de 24 mois de tentatives infructueuses entre les deux parties. Les cégeps seraient intéressés par un tel modèle.

«Je ne peux pas commenter cet élément en particulier, sauf en vous disant qu'évidemment on regarde tous les aspects», répond le ministre en entrevue.

Du côté patronal, l'heure est à la quête d'autonomie dans le réseau scolaire. Alors que le secteur public est en pleine négociation, les organisations commencent à indiquer qu'une plus grande liberté ne pourra éviter de passer par une organisation du travail plus flexible. Pendant ce temps, les syndicats s'échauffent et organisent leur riposte.

Très prudent dans ses commentaires, le ministre Pierre Reid reconnaît que si les commissions scolaires et les écoles ont gagné avec la décentralisation, «au niveau de l'organisation du travail, il faut bien se rendre à l'évidence que l'autonomie n'a pas eu un parallèle aussi évident». «Nous souhaitons, et c'est une demande au niveau des né-

SUITE DE LA PAGE 1

L'Armée islamique en Irak, un groupe qui a revendiqué samedi soir le rapt de deux hommes, avait donné à la France 48 heures pour qu'elle annule sa loi interdisant le port du voile islamique dans les écoles publiques. Ce que Paris n'a pas l'intention de faire.

Le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, Hubert Colin de Verdière, se trouvait hier à Bagdad pour tenter d'obtenir la libération de Christian Chesnot de Radio France, et Georges Malbrunot, travaillant notamment pour le quotidien *le Figaro*.

«Il a eu, dès son arrivée, une série de contacts avec des personnalités susceptibles d'aider à trouver une solution au problème des otages», a affirmé à l'AFP l'ambassadeur de France à Bagdad Bernard Bajolet.

Il a notamment rencontré le Comité des oulémas musulmans, une des principales organisations sunnites, qui s'est prononcée sans ambiguïté pour la libération des deux journalistes.

Les deux journalistes avaient disparu le 20 août, probablement sur la route entre Bagdad et Najaf. L'Armée islamique en Irak a déjà revendiqué les meurtres de plusieurs otages, dont celle, la semaine dernière, du reporter italien Enzo Baldoni.

Le chef de la diplomatie française, Michel Barnier, est allé pour sa part en Égypte où il a rencontré plusieurs responsables officiels et musulmans alors que les appels à la libération des journalistes se multipliaient dans les pays arabes et en France.

M. Barnier s'est rendu ensuite en Jordanie où il doit rencontrer aujourd'hui son homologue jordanien Marwan Moasher.

Le premier ministre irakien Iyad Allaoui a pour sa part estimé que cette affaire montrait qu'il «n'y a pas de neutralité possible» en Irak et que ceux qui ne «combattent pas» aux côtés du gouvernement n'échappent pas au terrorisme.

En outre, cheikh Naim al-Qaabi, directeur du bureau de Moqtada Sadr à Bagdad, a annoncé que le jeune chef chiite avait appelé à Najaf «arrêter des combats dans tout l'Irak et l'entrée dans le processus poli-

SUITE DE LA PAGE 1

Cela nous échappe: «Tout comme les chimpanzés n'ont pas l'intelligence nécessaire pour comprendre ce qu'est être humain signifie [...] nous, humains, n'avons pas ce qu'il faut pour comprendre la condition post-humaine», écrivait récemment Nick Bostrom, philosophe fondateur de l'AMT et rattaché à l'université d'Oxford.

## Humilité à l'égard de la nature

Francis Fukuyama, qui enseigne à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, écrit que «la première victime du transhumanisme pourrait bien être la notion d'égalité. Car si nous commençons à nous transformer en quelque chose de supérieur, quels droits les créatures améliorées réclameraient-elles? Et quels droits posséderont-elles par rapport à ceux qui ne seront pas de leur groupe?», c'est-à-dire les pauvres humains «traditionnels». Emergerait donc une élite, une «aristocratie», dont les membres posséderaient des attributs supérieurs.

Le danger est grand pour la démocratie libérale, soutient Fukuyama. Dans le passé, les aristocraties étaient fondées sur des conventions. Les membres de ces castes privilégiées croyaient peut-être que «leur pouvoir découlait de la nature», mais ce n'était évidemment pas le cas. Qu'arriverait-il si, effectivement, les aristocraties reposaient dans l'avenir sur une «supériorité objective»: meilleure mémoire, intelligence plus rapide, etc.

Fukuyama conclut son article en disant que la pensée environnementale n'a enseigné une chose: «il faut se montrer humble et respectueux à l'égard de la nature, si l'on veut préserver son intégrité». Aujourd'hui, le philosophe affirme qu'il faut développer rapidement «la même humilité à l'égard de notre nature humaine». Sinon, «nous nous trouverions implicitement à inviter les transhumanistes à défigurer l'humanité avec leurs bulldozers génétiques et leurs centres commerciaux de psychotropes».

## ENTENTES

gociations, que ça change», explique-t-il, ajoutant dans un même élan que la souplesse «n'est pas qu'une question de convention collective», mais aussi de plus grande liberté administrative.

Alors que la grogne atteint des sommets dans le secteur collégial, que les étudiants fulminent contre de récentes décisions de serrer les bourses pour gonfler l'endettement, que les enseignants prédisent qu'ils ne laisseront pas passer le train de l'autonomie sans rugir, le ministre de l'Éducation fait la tournée des médias pour souligner la rentrée. Mais il est sur ses gardes.

«Je ne peux pas commenter publiquement», répète-t-il maintes fois au cours de l'entrevue, fermant la porte à nombre de questions sur les certifications intermédiaires, la formation générale différenciée, l'habilitation des diplômés, et la négociation en cours au collégial. «Tant que je ne serai pas prêt, je ne donnerai pas d'indication de l'endroit où je veux aller», explique-t-il au sujet de son plan d'action en matière de collèges, qui alimente beaucoup de rumeurs et l'insatisfaction.

«Je sais qu'il y a un malaise [dans le réseau], une confusion. Mais c'est bien pire une confusion dans l'action qu'une confusion dans l'expectative», ajoute Pierre Reid, précisant que ses intentions ne seront sans doute pas dévoilées avant le forum national prévu pour octobre.

Au terme du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial — dont il reverrait une partie de la formule, si c'était à refaire —, M. Reid a livré un discours touffu. «J'ai fermé beaucoup de portes avec ça, par exemple sur l'abolition des cégeps, et j'ai donné des balises qui encadrent la réflexion.»

Bombardé de toutes parts depuis le début de la rentrée, essentiellement en raison de son silence, le ministre affirme qu'il n'a pas à batailler ferme

pour convaincre ses collègues du conseil des ministres que l'éducation est une priorité. «J'ai autant d'amis qu'il y a de ministres autour de la table, et ce n'est pas une boutade», affirme-t-il, interrogé sur son poids dans le gouvernement, dans un contexte budgétaire jugé difficile.

Sabrer 100 millions dans l'aide financière a été une décision «très très difficile à prendre». Ayant à répondre à un engouement sans pareil des Québécois pour les études universitaires, le ministre n'avait d'autre choix que de piger dans la poche des étudiants, affirme-t-il. «Ne rien faire aurait signifié une perte de la qualité du diplôme», explique Pierre Reid, évoquant à mots couverts le spectre des compressions. «De l'autre côté, on savait qu'on augmentait l'endettement, mais sans toucher à l'accessibilité.»

L'équation budgétaire qui s'annonce au printemps ne sera pas plus facile, affirme-t-il, refusant de faire des conjectures sur les sommes prévues pour l'éducation. «Évidemment, ce n'est déjà pas facile pour le gouvernement du Québec et, dans le secteur universitaire, l'engouement pour les études vient compliquer les choses», dit-il, précisant qu'il n'était plus question de toucher à l'aide financière pour l'heure.

Le ministre a par ailleurs confirmé que son chef de cabinet, François Grenon, quitterait son équipe sous peu. Son successeur sera choisi au cours du prochain mois. Il s'agira du troisième chef de cabinet du ministre depuis sa nomination comme ministre, lors de l'arrivée des libéraux au pouvoir. Marie-Claude Champoux avait plus tôt quitté son cabinet pour devenir attachée de presse du premier ministre.

Le Devoir

## OTAGES

tigue de son mouvement». (voir page A 5)

Moqtada Sadr qui jurait encore, il y a peu, de combattre jusqu'à la mort «l'occupant» américain, doit expliquer dans deux jours ce retournement, selon son plus proche conseiller politique, cheikh Ali Soumeisim.

## Appels à la libération des journalistes

Les appels à la libération des deux journalistes français se multipliaient hier à l'approche de la fin du délai donné par les ravisseurs, des parties arabes de tous bords, radicales comme modérées, demandant de les épargner.

«J'exhorte tout le monde à en finir avec cette affaire le plus rapidement possible afin de nous épargner des conséquences dont nous pouvons nous passer», a dit le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, à l'issue d'un entretien au Caire avec le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier.

Ce dernier a été dépeché par Paris dans la région pour entrer en contact avec toutes les parties qui pourraient aider à la libération de Christian Chesnot et Georges Malbrunot.

Mais le gouvernement français a assuré que la loi «sera appliquée» comme prévu jeudi, jour de la rentrée scolaire en France.

La chaîne satellitaire al-Jazira, qui se contente d'habitude de diffuser les vidéos des preneurs d'otages, a réclamé dans un communiqué la «libération immédiate» des deux reporters.

En Jordanie, plusieurs voix se sont élevées contre ce rapt. La porte-parole du gouvernement Asma Khodr a estimé que de tels actes ne servaient «ni les causes des Arabes ni des musulmans».

Les journaux locaux ont de leur côté affirmé que la France était un pays ami de ces causes. «La France reste le pays européen qui sympathise le plus avec les causes arabes qu'elle soutient, particulièrement en Palestine et en Irak», selon le quotidien *al-Diyar*.

Le quotidien progouvernemental *al-Rai* a publié une caricature montrant quatre hommes masqués devant une plume muselée avec une légende: «Non à la stupidité politique. Attention, la France

n'a pas pris part à l'agression contre l'Irak.»

L'opposition de la France à la guerre en Irak a été également relevée par le chef du syndicat des journalistes jordaniens Tareq Momani, alors que l'Union des journalistes arabes, basée au Caire, et le syndicat des journalistes égyptiens ont dénoncé l'enlèvement des deux journalistes.

Le guide suprême des Frères musulmans égyptiens, Mohammad Mehdi Akef, a appelé à la libération des journalistes qui «n'ont rien à voir avec la promulgation en France de la loi sur le voile».

A Djeddah, en Arabie Saoudite, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) Abdelwahed Belkeziz a estimé que le rapt des journalistes était «préjudiciable à l'islam et aux musulmans».

Mohammad Hussein Fadlallah, une autorité de l'islam chiite, a exprimé le même point de vue à Beyrouth, affirmant que la religion interdisait de lier le rapt à la loi sur le voile en France.

Toujours à Beyrouth, un congrès de quelque 300 opposants irakiens a affirmé ne pas voir «quel lien il peut y avoir entre la lutte contre l'occupation et l'exercice d'un chantage contre la France qui s'est toujours tenue aux côtés du peuple irakien».

Même les mouvements islamistes radicaux ont condamné l'enlèvement.

Mohamad al-Hindi, un des principaux chefs du mouvement radical palestinien Jihad islamique, a appelé les ravisseurs à libérer les Français, car «ils sont des amis du peuple palestinien et ont visité la Palestine plusieurs fois».

A Sadr City, un accord de paix serait intervenu pour mettre fin aux combats contre les troupes américaines dans ce quartier chiite de Bagdad, a affirmé le bureau de M. Sadr à Bagdad.

Enfin, les exportations de brut à partir du sud de l'Irak se montaient hier à environ 1,8 million de barils par jour (mbj) en dépit des sabotages, selon un responsable de la Compagnie du pétrole du sud (SOC). En temps normal, l'Irak exporte environ 1,8 mbj par ses terminaux du sud.

Agence France-Presse

## SPECTRE

## De la fin de l'histoire à la fin de l'homme

Fukuyama a défrayé la manchette, et a été très critiqué, au début des années 90, lorsqu'il a affirmé que la fin de la guerre froide correspondait à «la fin de l'histoire», ce qui ne signifiait pas, contrairement à ce qu'on a pu dire, la fin de tout événement.

Il publiait il y a deux ans *Our Posthuman Future: Consequences of the Biotechnology Revolution*, titre traduit en français par *La Fin de l'homme?* (Gallimard, Folio actuel). Il y affirmait que les prédictions d'Aldous Huxley, auteur du roman *Le Meilleur des Mondes*, étaient en train de s'avérer et que notre société ivre de technologie pourrait bien abolir l'humain. Il s'inquiétait en particulier de la vogue des antidépresseurs comme le Prozac et des stimulants comme la Ritaline, médicaments utiles dans bien des cas, reconnaissait-il, mais surutilisés actuellement et souvent en guise de «pilules du bonheur». Récemment, Fukuyama, qui est aussi membre du Comité de bioéthique du président des États-Unis, réclamait des lois très strictes pour limiter l'usage des antidépresseurs, mais aussi des médicaments contre l'Alzheimer.

Son but: faire en sorte que seules les personnes véritablement malades y aient accès. Et non pas ceux qui veulent s'en servir pour aplanir les émotions difficiles — le deuil, par exemple — ou, dans le cas des médicaments contre l'Alzheimer, comme neurostimulant («brain-booster»). Pour être un humain au sens fort, il faut selon Fukuyama pouvoir posséder toutes les «capacités émotionnelles» de l'espèce. Or, les «médicaments de l'âme» et les thérapies géniques à venir forgeront un monde où certaines de ces émotions, surtout les négatives, seraient annihilées. Dans son article de *Foreign Policy*, il reprend à cet égard un argument abordé dans *La Fin de l'homme*: «Nos bonnes caractéristiques sont étroitement liées à nos mauvaises. Si nous n'étions ni violents ni agressifs, nous serions incapables de nous défendre; si le sentiment de l'exclusivité ne nous habitait pas, nous ne serions jamais loyaux à l'égard de ceux qui nous entourent; si nous n'avions jamais senti de jalousie, nous n'explorerions à l'inverse jamais de sentiment amoureux.»

## Réplique

La réplique à Fukuyama de la part des transhumanistes ne s'est pas fait attendre. «Fukuyama semble cultiver des cauchemars du type X-Men dans lesquels les post-humains améliorés cherchent à en finir avec les humains normaux», écrivait Ronald Bailey dans le site Web de la revue Reason la semaine dernière. Bailey, qui a été journaliste scientifique à Forbes et à ABC, souligne que les transhumanistes disent militer pour que tous bénéficient des progrès technologiques qui s'en viennent. De plus, argue-t-il, ces progrès permettront aux enfants défavorisés par la nature d'obtenir des caractéristiques que les enfants «chanceux» possèdent, ce qui «aura pour effet d'améliorer leur santé et leur intelligence. Bref, il est plus probable que l'ingénierie génétique du futur réduise plutôt qu'elle n'exacerbe les inégalités humaines». Bailey conclut en disant que si Foreign Policy lui avait posé sa question sur «l'idéologie la plus dangereuse du siècle», il aurait répondu: «l'interdire le progrès technologique au nom de "l'humilité", cherchant à tourner en dérision un des arguments de Fukuyama.»

## Avenir

Cette querelle entre Fukuyama et Bailey s'inscrit en fait dans un débat américain plus large sur la technologie, lequel a opposé deux camps ces dernières années: d'un côté, les Jeremy Rifkin (critique des OGM), Leon Kass (qui s'élève contre le clonage et les recherches sur les cellules souches) et Bill Joy (informaticien qui a publié dans la revue *Wired* un pamphlet intitulé «Pourquoi le futur n'a pas besoin de vous»). De l'autre côté, ceux qu'on a déjà qualifiés de «techno-prophètes», tous liés de près à l'AMT: les Raymond Kurzweil (qui annonce l'âge des machines spirituelles), Gregory Stock (qui estime que les parents devraient avoir la liberté de choisir, voire de modifier, les gènes de leurs enfants) et Aubrey de Grey (biologiste qui cherche à augmenter radicalement l'espérance de vie humaine).

Par ailleurs, notons que Nexus, une section de l'AMT, a été fondée il y a un an à Montréal et est animée par Justice De Thèzier, un étudiant en «science, technologie et société» à l'UQAM.

Le Devoir